

Le ministre flamand qui a l'environnement et la nature dans ses attributions peut désigner des mesures de réduction des émissions d'ammoniac, autres que celles visées à l'alinéa 1^{er}, qui sont également considérées comme des mesures de réduction des émissions d'ammoniac relevant de l'application de l'article 9, § 2, alinéa 5, du décret du 26 janvier 2024 sur l'approche programmatique de l'azote, à condition que ces mesures de réduction des émissions d'ammoniac ne s'accompagnent pas d'actes d'urbanisme soumis à l'obligation d'autorisation, que le système ou des parties de celui-ci ne conduisent pas à des rubriques supplémentaires ou à une extension au sein de rubriques existantes classées en classe 1 ou 2 dans la liste de classification de l'annexe 1^{re} du titre II du VLAREM, et que ces mesures ne nécessitent pas d'évaluation du contenu dans le cadre d'un aspect environnemental autre que l'émission d'azote. À cette fin, un avis est recueilli auprès du Comité scientifique sur les Émissions atmosphériques par l'Élevage, tel que visé à l'article 2.17.1 du titre II du VLAREM.

Art. 2. Si l'exploitant d'un élevage de bovins ou d'un élevage de bovins où sont également élevés ou détenus des volailles ou des porcs ou des porcelets sevrés souhaite appliquer une mesure de réduction des émissions d'ammoniac telle que visée à l'article 1^{er} du présent arrêté pour l'application de l'article 9, § 2, alinéa 4, du décret du 26 janvier 2024 sur l'approche programmatique de l'azote, la notification contient toutes les données suivantes :

1° les données visées à l'article 136, § 1^{er}, alinéa 4, 1°, 2° et 4°, et, dans la mesure pertinente, 3°, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 novembre 2015 portant exécution du décret du 25 avril 2014 relatif au permis d'environnement ;

2° le nom du système, tel que visé dans la liste des mesures de réduction des émissions d'ammoniac reprise dans l'annexe jointe au décret du 19 avril 2024 relatif aux mesures de réduction des émissions d'ammoniac ;

3° la catégorie d'animaux à laquelle le système s'applique, figurant dans la liste visée au point 2° ;

4° le code du système figurant dans la liste visée au point 2° ;

5° le pourcentage de réduction des émissions d'ammoniac qui peut être pris en compte pour le système conformément aux dispositions de la liste visée au point 2°.

Si l'exploitant d'un élevage de bovins souhaite appliquer, pour l'application de l'article 9, § 2, alinéa 4, du décret du 26 janvier 2024 sur l'approche programmatique de l'azote, le pâturage comme mesure de réduction des émissions d'ammoniac telle que visée à l'article 9, § 2, alinéa 5, du décret précité, la notification contient les mêmes données que celles visées à l'alinéa 1^{er}.

L'autorité compétente inscrit les données visées à l'alinéa 1^{er} dans le permis d'environnement en vigueur.

Art. 3. Le ministre flamand qui a l'environnement et la nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 novembre 2024.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,
M. DIEPENDAELE

Le ministre flamand de l'Environnement et de l'Agriculture,
J. BROUNS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2024/008925]

2 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au subventionnement des infrastructures et des équipements des milieux d'accueil de la petite enfance

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 16 novembre 2023 relatif au subventionnement des infrastructures et des équipements des milieux d'accueil de la petite enfance, les articles 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10 et 11 ;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes du 27 octobre 2023 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 octobre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 octobre 2023 ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données du 20 novembre 2023 ;

Vu le rapport du 20 septembre 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 75.958/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 avril 2024, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie du 4 décembre 2023 ;

Considérant l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie du 27 novembre 2023 ;

Considérant l'avis de l'Office national de l'Enfance (O.N.E.) du 28 novembre 2023 ;

Considérant la décision de l'Organe de concertation intra-francophone du 27 octobre 2023 de ne pas émettre une recommandation ou un avis tels que visés aux articles 13, alinéa 2, ou 15, alinéa 2, de l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intrafrancophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières, Chapitre IV, Section 2 ;

Considérant la décision du Comité interministériel du 27 octobre 2023 de ne pas rendre d'avis ou de recommandations tels que visés aux articles 13, alinéa 2, ou 15, alinéa 2, de l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intrafrancophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières, Chapitre IV, Section 2 ;

Sur la proposition de la Ministre en charge des infrastructures d'accueil de la petite enfance ;

Après délibération,

Arrête :

TITRE 1^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'administration : le service du Gouvernement wallon chargé du subventionnement des infrastructures de la petite enfance ;

2° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009 : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des milieux d'accueil organisés par " l'Office " et des services d'accueil spécialisé de la petite enfance ;

3° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s ;

4° l'audit : l'expertise du bâtiment au regard des critères minimaux en matière d'infrastructure des milieux d'accueil tels que définis à l'article 2, 5°, du décret du 16 novembre 2023 ;

5° le bâtiment : l'infrastructure qui abrite un milieu d'accueil visé à l'article 2, 9°, du décret du 16 novembre 2023 ;

6° le bâtiment subsidiable : le bâtiment améliorable au sens du décret du 16 novembre 2023, ou l'infrastructure qui abritera le milieu d'accueil de type 1 pour lequel la demande de subvention est introduite ;

7° le coût admissible de l'investissement : le montant des investissements éligibles au calcul de la subvention ;

8° le coût maximum subsidiable : le montant maximum des investissements éligible au calcul de la subvention par place subventionnée du milieu d'accueil de type 1, défini par le Gouvernement wallon dans la programmation à l'exception des frais indirects et de la taxe sur la valeur ajoutée ;

9° le décret du 16 novembre 2023 : le décret du 16 novembre 2023 relatif au subventionnement des infrastructures et des équipements des milieux d'accueil de la petite enfance ;

10° les frais indirects : les coûts indirects constitués de frais d'études qui sont indirectement générés par les investissements subsidiés ;

11° le jour : le jour qui n'est ni un samedi, ni un dimanche, ni un jour férié légal ;

12° le ministre : le ministre qui a les infrastructures de la petite enfance dans ses attributions ;

13° le montant maximum admissible : le coût maximum subsidiable multiplié par le nombre de places subventionnées du milieu d'accueil de type 1 ;

14° l'O.N.E. : l'Office de la Naissance et de l'Enfance créé par le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé " O.N.E. » ;

15° le taux de subventionnement : le pourcentage d'intervention défini par le Gouvernement wallon dans la programmation visée à l'article 3 du décret du 16 novembre 2023.

TITRE 2. — *Milieux d'accueil de type 1*

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 3. Une subvention peut être octroyée pour la durée d'une programmation, au demandeur qui remplit, cumulativement, les critères suivants :

1° pour les subventions visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3°, 4°, 5° et 6°, du décret du 16 novembre 2023, le demandeur est titulaire d'un droit réel sur le terrain ou le bâtiment subsidiable qui couvre une période restante de minimum la durée de l'amortissement visée à l'article 6, 1°, 3° et 4°, du décret du 16 novembre 2023 ou le sera au plus tard au moment du dépôt du dossier d'attribution du marché de travaux visé à l'article 21 ;

2° pour les subventions visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 7°, du décret du 16 novembre 2023, le demandeur dispose d'un compromis de vente, d'un permis d'urbanisme qui établit des charges d'urbanisme ou d'un engagement du titulaire de droit réel à lui concéder un droit réel sur le terrain ou le bâtiment subsidiable qui couvre une période restante de minimum la durée de l'amortissement visée à l'article 6, 2° du décret du 16 novembre 2023 ;

3° le demandeur respecte la réglementation, applicable aux milieux d'accueil de type 1, sur :

- a) les marchés publics ;
- b) les pouvoirs locaux ;
- c) les centres publics d'action sociale ;
- d) le bien-être au travail ;
- e) les milieux d'accueil organisés par l'ONE ;
- f) les services d'accueil spécialisé de la petite enfance ;
- g) les maisons d'accueil ;
- h) les performances énergétiques du bâtiment ;
- i) l'aménagement du territoire ;
- j) la sécurité incendie ;
- k) la sécurité de la chaîne alimentaire ;

4° le demandeur suit les recommandations de l'audit du bâtiment améliorable effectué sur la base du présent arrêté ;

5° pour bénéficier des subventions visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, 2°, du décret du 16 novembre 2023, le demandeur respecte les exigences fixées dans la programmation pour la construction d'un bâtiment ;

6° lorsque l'objet de la demande de subvention porte sur un projet qui a bénéficié d'une subvention qui porte sur le même objet et sur tout ou partie d'un bâtiment dans le cadre du décret du 16 novembre 2023 et du présent arrêté, le demandeur a terminé la période d'amortissement prévue par l'article 6 du décret du 16 novembre 2023 ;

7° lorsque l'objet de la demande de subvention porte sur un projet qui a bénéficié d'une subvention qui porte sur le même objet et sur tout ou partie d'un bâtiment dans le cadre de l'arrêté de l'Exécutif du 8 juillet 1983 réglant pour la Communauté française l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, pouponnières, maisons maternelles et centres d'accueil, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces immeubles, la subvention a été octroyée vingt ans avant l'introduction de la demande ;

8° le demandeur dispose d'un avis favorable de l'O.N.E.

CHAPITRE 2. — *Programmation, audit et cadastre*

Art. 4. L'administration établit le cadastre visé à l'article 2, 3°, du décret du 16 novembre 2023 sur la base :

1° d'un état des lieux des bâtiments réalisés par les milieux d'accueil de type 1 avant le lancement de la programmation ;

2° des données recueillies au moyen des audits effectués sur base de l'article 6 ;

3° des travaux réalisés dans le bâtiment.

A cette fin, au plus tard au lancement de la programmation, chaque milieu d'accueil de type 1 complète un formulaire, dont le modèle et les modalités de transmission sont établis par l'administration.

L'administration réclame, dans les vingt jours de la réception du formulaire, les informations manquantes au milieu d'accueil de type 1 qui dispose de vingt jours à dater de la réception de la demande de complétude pour les transmettre.

Lorsque le dossier est complet, l'administration en informe le milieu d'accueil de type 1.

Art. 5. La programmation établit, conformément à l'article 3 du décret du 16 novembre 2023 et sur la base d'un rapport établi par l'administration, les conditions de subventionnement, le caractère améliorable ou non améliorable des bâtiments, et les objectifs à atteindre.

La programmation est publiée par l'administration sur son site Internet et au *Moniteur belge*.

Art. 6. Pour l'application des articles 4 et 5, si l'administration l'estime nécessaire, un audit du bâtiment qui vise les critères minimaux en matière d'infrastructure des milieux d'accueil, tel que définis à l'article 2, 5°, du décret du 16 novembre 2023, est réalisé. Le contenu et les modalités de l'audit sont définis par l'administration.

Tout audit est réalisé ou actualisé au maximum cinq ans avant l'introduction de la candidature dans le cadre de la programmation.

CHAPITRE 3. — *Candidature*

Art. 7. § 1^{er}. Dans les six mois de l'adoption de la programmation visée à l'article 3 du décret du 16 novembre 2023, le demandeur introduit un dossier de candidature auprès de l'administration selon les modalités arrêtées par la programmation.

§ 2. Le dossier de candidature contient :

1° la dénomination et les coordonnées exactes du demandeur ;

2° pour les milieux d'accueil de type 1 visés à l'article 2, 10°, a) et b), du décret du 16 novembre 2023, soit, une copie de l'autorisation de l'O.N.E., soit une copie de la décision d'octroi du droit aux subsides de l'O.N.E., soit un accord de principe de l'O.N.E. sur la transformation d'un milieu d'accueil de type 2 en milieu d'accueil de type 1 à l'issue de la programmation ;

3° pour les milieux d'accueil de type 1 visés à l'article 2, 10°, c), du décret du 16 novembre 2023, une copie de l'agrément et de l'arrêté ministériel qui octroie le subventionnement de la maison d'accueil ;

4° les éléments financiers qui indiquent que le demandeur peut assurer sa quote-part dans le financement du projet ;

5° pour les subventions visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 7°, du décret du 16 novembre 2023, le compromis de vente, le permis d'urbanisme qui établit des charges d'urbanisme, ou l'engagement du titulaire du droit réel à lui concéder un droit réel sur le terrain ou le bâtiment subsidiable qui couvre une période restante de minimum la durée de l'amortissement visée à l'article 6, 2°, du décret du 16 novembre 2023 s'il est retenu dans la programmation ;

6° pour les subventions visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3°, du décret du 16 novembre 2023, la preuve que le demandeur est titulaire d'un droit réel de propriété, de superficie ou d'emphytéose sur le terrain qui couvre une période restante équivalant au minimum à la durée de l'amortissement visée à l'article 6, 1°, du décret du 16 novembre 2023, ou à défaut, un engagement du titulaire du droit réel à lui concéder un droit réel couvrant une période restante de minimum la durée de l'amortissement visée à l'article 6, 1°, du décret du 16 novembre 2023 s'il est retenu dans la programmation, au plus tard au moment du dépôt du dossier d'attribution du marché de travaux visé à l'article 21 ;

7° pour les subventions visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, 4°, 5° et 6°, la preuve que le demandeur est titulaire d'un droit réel de propriété, de superficie ou d'emphytéose sur le bâtiment subsidiable qui couvre une période restante de minimum la durée de l'amortissement visée à l'article 6, 3° et 4°, du décret du 16 novembre 2023, ou à défaut, un engagement du titulaire du droit réel à lui concéder un droit réel couvrant une période restante de minimum la durée de l'amortissement visée à l'article 6, 3° et 4°, du décret du 16 novembre 2023 s'il est retenu dans la programmation, au plus tard au moment du dépôt du dossier d'attribution du marché de travaux visé à l'article 21 ;

8° la décision de l'organe compétent d'introduire le dossier de candidature ;

9° une attestation qui certifie que le demandeur n'a pas encore passé l'acte qui octroie le droit réel ou la commande des travaux et des fournitures qui font l'objet de la demande de subvention ;

10° le descriptif et l'estimatif du coût des travaux envisagés ;

11° le cas échéant, l'attestation du Service public Fédéral Finances précisant si le demandeur a le droit ou non de récupérer la T.V.A. sur les travaux projetés et dans quelle mesure ;

12° un relevé d'identité bancaire, en abrégé RIB ;

13° l'avis favorable de l'O.N.E. ;

14° tout autre élément exigé par la programmation.

Lorsque le demandeur n'est pas le milieu d'accueil de type 1, le dossier de candidature contient au surplus :

1° soit, une copie de l'autorisation de l'O.N.E., soit une copie de la décision d'octroi du droit aux subsides pour les milieux d'accueil de type 1 visés à l'article 2, 10°, a) et b), du décret du 16 novembre 2023, soit un accord de principe de l'O.N.E. sur la transformation d'un milieu d'accueil de type 2 en milieu d'accueil de type 1 à l'issue de la programmation ;

2° lorsque la demande porte sur un des milieux d'accueil de type 1 visés à l'article 2, 10°, c), du décret du 16 novembre 2023, une copie de l'agrément et de l'arrêté ministériel octroyant le subventionnement à la maison d'accueil ;

3° l'engagement à respecter la durée d'affection du bâtiment conformément à l'article 6 du décret du 16 novembre 2023 ;

4° une attestation sur l'honneur portant sur la mise à disposition du bâtiment subsidiable au milieu d'accueil de type 1 ;

5° l'engagement à reprendre la gestion du milieu d'accueil de type 1 ou à trouver un autre gestionnaire du milieu d'accueil si la gestion du milieu d'accueil de type 1 n'est plus assurée.

§ 3. L'administration accuse réception du dossier de candidature dans les dix jours de sa réception. Elle vérifie si le dossier est complet et, au besoin, réclame les pièces et les informations manquantes au demandeur qui dispose de dix jours à dater de la réception de la demande de complétude pour les transmettre.

Lorsque le dossier est complet, l'administration en informe le demandeur.

Dans les soixante jours qui suivent la date limite de réception des candidatures, l'administration analyse chaque dossier de candidature et transmet, si nécessaire, ses remarques au demandeur.

Le demandeur dispose de dix jours à dater de la réception des remarques pour y répondre.

A l'expiration du délai visé à l'alinéa 4, l'administration classe les candidatures recevables selon l'ordre de priorité suivant :

1° celle qui porte, au moment du dépôt des candidatures, sur le déménagement d'un bâtiment non-améliorable vers un bâtiment subsidiable ;

2° celle qui vise, au moment du dépôt des candidatures, le subventionnement d'un bâtiment améliorable et qui porte, dans cet ordre, sur :

a) la suppression des problèmes de sécurité relevés notamment dans l'audit du bâtiment améliorable ;

b) la suppression des problèmes de salubrité relevés notamment dans l'audit du bâtiment améliorable ;

c) la mise en conformité du bâtiment améliorable selon les critères minimaux en matière d'infrastructure des milieux d'accueil conformément au décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française, à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009, à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s et son annexe 1, ou à l'annexe 4 du CRWASS ;

d) l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment améliorable ;

3° celle qui vise un milieu d'accueil situé dans un arrondissement où le taux d'emploi des femmes et des chefs de famille monoparentale est le plus élevé ;

4° celle qui vise un milieu d'accueil situé dans un arrondissement où le taux moyen de couverture de milieux d'accueil de type 1, arrêté au 31 décembre de la pénultième année qui précède le lancement de la programmation, est le plus défavorable ;

5° celle qui vise la transformation d'un co-accueil en crèche.

L'administration établit un rapport qui porte sur la recevabilité de chaque candidature, leur classement, l'éligibilité des projets au regard de l'enveloppe définies à l'article 3, § 3, du décret du 16 novembre 2023 et le montant de l'enveloppe maximale de subvention réservée pour chaque projet. Dans un délai de trente jours à dater de l'expiration du délai visé à l'alinéa 4, elle communique ce rapport accompagné des dossiers au ministre en vue de l'adoption du classement par le Gouvernement wallon.

Dans les quarante jours à dater de la réception du rapport de l'administration, le Gouvernement wallon statue sur la recevabilité des candidatures, classe les candidatures recevables conformément au paragraphe 3, alinéa 5, et statue sur leur éligibilité au regard de l'enveloppe définie à l'article 3, § 3, du décret du 16 novembre 2023.

Le Gouvernement wallon fixe le montant de l'enveloppe maximale de la subvention réservée à chaque projet en se référant à l'estimation du coût du projet, au coût maximum subsidiable ainsi qu'au taux de subventionnement appliqué conformément à la programmation et aux dispositions prévues par le présent arrêté.

L'administration notifie aux demandeurs la décision du Gouvernement wallon dans les vingt jours de sa réception.

§ 4. Si un projet retenu ne respecte pas les délais repris dans le présent arrêté ou s'il est abandonné, le Gouvernement wallon peut réattribuer l'enveloppe qui lui avait été réservée aux projets recevables non-retenus selon l'ordre de priorité fixé au paragraphe 3.

CHAPITRE 4. — *Montant de la subvention*

Art. 8. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires visés à l'article 3 du décret du 16 novembre 2023 et déterminée par la programmation, une subvention peut être octroyée au milieu d'accueil de type 1.

La nature des investissements éligibles à la subvention est déterminée dans la programmation.

§ 2. Pour les subventions visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3°, 4°, 5° et 6°, du décret du 16 novembre 2023, le montant de la subvention visée à l'alinéa 1^{er} est calculé comme suit :

1° le coût admissible de l'investissement, majoré du pourcentage de la T.V.A. et de dix pour cent supplémentaire qui permet d'intervenir dans les frais indirects, est multiplié par le taux de subventionnement ;

2° le coût admissible de l'investissement est limité au montant maximum admissible.

Le montant de la subvention ainsi obtenu est arrondi à la dizaine d'euros inférieure.

§ 3. Pour les subventions visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 7°, du décret du 16 novembre 2023, le montant de la subvention visée à l'alinéa 1^{er} est calculé comme suit :

1° le coût admissible de l'investissement, majoré du pourcentage de la T.V.A. ou des droits d'enregistrement, est multiplié par le taux de subventionnement ;

2° le coût admissible de l'investissement est limité au montant maximum admissible.

Le montant de la subvention ainsi obtenu est arrondi à la dizaine d'euros inférieure.

§ 4. Compte tenu des fluctuations des salaires, charges sociales et des matériaux, le coût maximum subsidiable est indexé au moment de l'accord sur l'attribution du marché de travaux visé à l'article 21 selon la formule définie à l'article 9. Il est arrondi à la dizaine d'euros inférieure et est fixé dans le rapport établi par l'administration soumis au ministre.

L'enveloppe indexée visée à l'article 3, § 3, du décret du 16 novembre 2023 correspond à la somme des montants maxima admissibles, indexés sur la base de l'alinéa 1^{er}, de chaque projet retenu dans la programmation visée à l'article 3 du décret du 16 novembre 2023, augmentée des frais indirects et de la taxe sur la valeur ajoutée liés aux investissements éligibles.

Art. 9. L'indexation du coût maximum subsidiable visée à l'article 8, § 2, est réalisée sur la base des données publiées par le Service Public Fédéral économie selon la formule suivante : $\text{cms} = \text{CMS} (0,40 \text{ s}/\text{S} + 0,40 \text{ i-2021}/\text{I-2021} + 0,2)$.

Sachant que :

1° " cms » correspond au coût maximum subsidiable indexé ;

2° " CMS » correspond au coût maximum subsidiable fixé par la programmation ;

3° " s » correspond à la moyenne des salaires horaires des ouvriers qualifiés, spécialisés et manœuvres, fixés par la Commission paritaire nationale de l'Industrie de la Construction ;

4° " S » correspond à la moyenne des salaires horaires des ouvriers qualifiés, spécialisés et manœuvres, fixés par la Commission paritaire nationale de l'Industrie de la Construction ;

5° " i-2021 » correspond à la valeur de l'indice I-2021 matériaux basé sur la réforme Mercuriale 2021 tels que déterminée par le SPF Economie, arrêtée au mois précédent la date d'ouverture des offres du marché public de travaux qui permettent la réalisation de l'investissement subventionné ;

6° " I-2021 » correspond à la valeur de l'indice I-2021 matériaux basé sur la réforme Mercuriale 2021 tels que déterminée par le SPF Economie, arrêtée au mois précédent le lancement de la programmation.

Les salaires horaires visés au 3° sont majorés du pourcentage global des charges sociales et assurances tel qu'il est admis par le Service Public Fédérale Economie, PME, Classes moyennes et Energie, dix jours avant l'ouverture des offres du marché public de travaux qui permet la réalisation de l'investissement subventionné, et dont l'indice correspond à la catégorie applicable aux employeurs qui relèvent de la commission paritaire de la construction – Travaux de gros œuvre en général et qui occupent entre dix et vingt travailleurs.

Les salaires horaires visés au 4° sont majorés du pourcentage global des charges sociales et assurances tel qu'il est admis par le Service Public Fédérale Economie, PME, Classes moyennes et Energie, dix jours avant le lancement de la programmation et dont l'indice correspond à la catégorie applicable aux employeurs qui relèvent de la commission paritaire de la construction -Travaux de gros œuvre en général et qui occupent entre dix et vingt travailleurs.

Le ministre peut adapter les données visées à l'alinéa 2, 3°, 4°, 5° et 6°, conformément aux modifications intervenues en vertu de la législation fédérale en vigueur au moment de l'indexation.

Art. 10. Les subventions visées à l'article 3 ne sont pas octroyées pour des marchés passés par la procédure visée à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

CHAPITRE 5. — *Modalités et octroi des subventions visées à l'article 5 du décret du 16 novembre 2023*

Section 1ière. — Disposition générale - avant-projet

Art. 11. Le demandeur organise une réunion plénière qui est fixée en concertation avec l'administration et l'O.N.E. à une date antérieure à l'expiration du délai fixé dans la notification de la décision visée à l'article 7, § 3, alinéa 9.

Le demandeur invite toute personne physique ou morale susceptible d'intervenir dans le cours de l'élaboration et de la réalisation du projet.

Si la demande de subvention ne porte pas sur un projet qui prévoit une modification de l'aspect fonctionnel du bâtiment, le demandeur peut solliciter auprès de l'administration la suppression de l'étape de la réunion plénière.

Art. 12. Le demandeur communique à l'administration avant la tenue de la réunion plénière, selon les modalités qu'elle détermine :

1° la convocation à la réunion plénière ;

2° le dossier de l'avant-projet qui contient :

a) le plan d'implantation ;

b) les plans de chaque niveau, aux formats et à l'échelle imposés par l'administration ;

c) une note explicative, conforme au modèle établi par l'administration ;

d) le calendrier estimatif de la réalisation du projet ;

e) tout autre élément exigé par la programmation.

L'administration accuse réception de l'envoi dans les cinq jours de la réception du dossier. Elle vérifie si le dossier est complet et, au besoin, réclame au demandeur les pièces et les informations manquantes dans le délai qu'elle détermine.

Lorsque le dossier est complet, l'administration en informe le demandeur.

Le dossier est complet au plus tard cinq jours avant la tenue de la réunion plénière.

Art. 13. Dans un délai de vingt jours à dater de la tenue de la réunion plénière, le demandeur transmet, selon les modalités définies par l'administration, à toutes les parties convoquées, le procès-verbal de la réunion plénière et les plans éventuellement modifiés selon les remarques émises lors de cette réunion.

L'administration accuse réception des documents dans les cinq jours de la réception du dossier. Elle vérifie s'ils sont complets et, au besoin, réclame les pièces et les informations manquantes au demandeur qui dispose d'un délai de dix jours à dater de la réception de la demande de complétude pour adapter son dossier et le transmettre à l'administration.

Lorsque le dossier est complet, l'administration en informe le demandeur.

Art. 14. L'administration et l'O.N.E. s'assurent de la conformité de l'avant-projet aux normes et aux réglementations en vigueur ainsi qu'aux critères établis par la programmation dans un délai de dix jours à dater de la complétude du dossier visé à l'article 13 et l'administration en informe le demandeur.

Lorsque l'avant-projet n'est pas conforme, le demandeur dispose de vingt jours à dater de la réception de la demande de complétude pour modifier celui-ci et réintroduire une demande de conformité auprès de l'administration.

Art. 15. Si le demandeur souhaite apporter des modifications fonctionnelles à l'avant-projet, il en formule la demande auprès de l'administration.

La demande visée à l'alinéa 1^{er} contient tous les motifs qui la justifient.

En concertation avec l'O.N.E. l'administration analyse dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande la demande de modification en fonction des critères de la programmation et conformément aux normes et aux réglementations en vigueur et informe le demandeur de la décision prise.

La demande est réputée refusée en l'absence de validation par l'administration dans le délai visé à l'alinéa 3.

Art. 16. Une décision de retrait du droit à la subvention est prise en cas de non-respect de l'avant-projet, éventuellement modifié conformément à l'article 15.

Section 2. — Dispositions particulières dans le cadre des subventions visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o et 7^o, du décret du 16 novembre 2023

Art. 17. § 1^{er}. Pour les subventions visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o et 7^o, du décret du 16 novembre 2023, dans les soixante jours à dater de l'enregistrement de l'acte d'achat, d'emphytéose, de droit de superficie ou de la mise à disposition du bien dans le cas d'un permis d'urbanisme qui établit des charges d'urbanisme, et au plus tard le 31 décembre de la troisième année de la programmation, le demandeur transmet à l'administration un dossier qui contient :

1^o la décision de l'organe compétent pour engager le demandeur ;

2^o l'extrait de plan cadastral ;

3^o si la demande vise l'achat ou l'acquisition d'un droit réel sur un bâtiment, l'estimation de la valeur vénale du bien ;

4^o une copie de l'acte authentique.

L'estimation visée à l'alinéa 1^{er}, 3^o, est opérée par le Comité d'acquisition d'immeubles du territoire où se situe le bien, le Receveur de l'enregistrement ou, par un collège composé d'un notaire et d'un géomètre-expert immobilier inscrit au tableau tenu par le Conseil fédéral des géomètres-experts.

§ 2. L'administration accuse réception du dossier dans les dix jours de sa réception. Elle vérifie si le dossier est complet et, au besoin, réclame les pièces et les informations manquantes au demandeur qui dispose de vingt jours à dater de la réception de la demande de complétude pour les transmettre.

Lorsque le dossier est complet, l'administration en informe le demandeur.

Dans les quarante jours de la réception du dossier complet, l'administration l'analyse et transmet, si nécessaire, ses remarques au demandeur qui dispose d'un délai de quarante jours à dater de la réception de la demande de l'administration pour adapter son dossier et le transmettre à l'administration.

A la réception des documents complémentaires, l'administration dispose de quarante jours pour les analyser et établir un rapport complet déterminant le montant définitif de la subvention qu'elle communique, accompagné du dossier complet, au ministre.

Le ministre statue sur le dossier dans un délai de quarante jours à dater de la réception du rapport de l'administration.

L'administration notifie au demandeur la décision du ministre.

§ 3. Le montant définitif de la subvention est déterminé sur la base des éléments repris au paragraphe 1^{er}, conformément à la programmation et aux dispositions du présent arrêté.

Le montant définitif de la subvention est égal au montant calculé conformément aux dispositions de l'article 8, § 3.

Art. 18. Par dérogation à l'article 17, § 1^{er}, pour les subventions visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret du 16 novembre 2023, le demandeur communique à l'administration le dossier au plus tard six mois à dater de la fin de la construction du bâtiment.

Art. 19. Dans le cadre de l'article 5, alinéa 1^{er}, 7^o, du décret du 16 novembre 2023, seule une contrepartie financière unique et versée au moment de la passation des actes peut être mise à charge de la subvention octroyée.

Section 3. — Dispositions particulières dans le cadre des subventions visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3^o, 4^o, 5^o et 6^o, du décret du 16 novembre 2023

Sous-section 1. — Dossier de mise en concurrence

Art. 20. § 1^{er}. Pour les subventions visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3^o, 4^o, 5^o et 6^o, du décret du 16 novembre 2023, le demandeur introduit auprès de l'administration son dossier de mise en concurrence dans un délai de douze mois à dater de la prise de connaissance de la conformité de l'avant-projet.

Le dossier comprend :

- 1° le cahier spécial des charges, qui comprend les généralités, les clauses administratives et les clauses techniques, le formulaire d'offre et les documents relatifs à la sécurité et à la santé ;
- 2° le métré estimatif établi par poste, aux formats imposés par l'administration ;
- 3° les vues en plans des différents niveaux du milieu d'accueil aux formats et à l'échelle imposés par l'administration ;
- 4° la décision de l'organe compétent qui approuve les conditions du marché et son mode de passation ;
- 5° s'il échet, le projet d'avis de marché ;
- 6° si le mode de passation est la procédure négociée sans publication préalable, la liste des entreprises qui seront consultées ;
- 7° tout autre document exigé par la programmation.

§ 2. L'administration accuse réception du dossier dans les dix jours de sa réception. Elle vérifie s'il est complet et, au besoin, réclame les pièces et les informations manquantes au demandeur qui dispose d'un délai de vingt jours à dater de la réception de la demande de complétude pour les transmettre.

Lorsque le dossier est complet, l'administration en informe le demandeur.

Dans les quarante jours de la réception du dossier complet, l'administration transmet ses remarques au demandeur qui dispose d'un délai de vingt jours à dater de la réception de la demande de l'administration pour modifier son dossier en tenant compte des remarques émises et le transmettre à l'administration.

L'administration valide le dossier de mise en concurrence et en informe le demandeur.

Sous-section 2. — Dossier d'attribution

Art. 21. § 1^{er}. Pour les subventions visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3^o, 4^o, 5^o et 6^o, du décret du 16 novembre 2023 le demandeur introduit une demande d'accord sur le dossier d'attribution, selon les modalités fixées par l'administration dans un délai de six mois à dater de la prise de connaissance de la validation du dossier de mise en concurrence.

Le dossier de demande comprend :

- 1° en cas de modification du dossier de mise en concurrence validé, le cahier des charges, le métré estimatif et les plans tels que prévu dans les documents de mise en concurrence ;
- 2° une copie du ou des avis de marché, si la procédure choisie le requiert ;
- 3° le rapport d'ouverture des soumissions ;
- 4° le rapport de l'auteur de projet sur l'attribution, qui reprend :
 - a) la vérification des droits d'accès ;
 - b) la vérification de la sélection qualitative ;
 - c) l'analyse de la régularité des offres conformément à la législation relative aux marchés publics ;
 - d) l'analyse du coordinateur sécurité ;
 - e) le tableau comparatif des offres, au format imposé par l'administration ;
- 5° la décision du maître de l'ouvrage qui désigne l'adjudicataire ainsi que le montant de l'offre approuvée qui détaille les éventuelles options retenues ;
- 6° le métré base de commande scindé entre la partie relative au milieu d'accueil de type 1 et les éventuelles autres fonctions, au format imposé par l'administration ;
- 7° l'offre du soumissionnaire retenu et l'ensemble de ses annexes ;
- 8° le cas échéant, les documents réclamés dans la validation du dossier de mise en concurrence ;
- 9° la preuve du droit réel sur le bien qui fait l'objet de la demande si elle n'a pas été fournie précédemment ;
- 10° le permis d'urbanisme ;
- 11° tout autre document exigé par la programmation.

§ 2. L'administration accuse réception de la demande dans les dix jours de la réception du dossier. Elle vérifie si le dossier est complet et, au besoin, réclame les pièces et les informations manquantes au demandeur qui dispose de vingt jours à dater de la réception de la demande de complétude pour les transmettre.

Lorsque le dossier est complet, l'administration en informe le demandeur.

Dans les quarante jours de la réception de la demande complète, l'administration transmet ses remarques au demandeur qui dispose d'un délai de vingt jours à dater de la réception de la demande de l'administration pour modifier le dossier d'attribution en tenant compte des remarques émises et le transmettre à l'administration.

L'administration établit un rapport sur le dossier d'attribution, qu'elle communique dans un délai de quarante jours à dater de la réception du dossier complet, accompagné de celui-ci, au ministre.

Le ministre statue sur le dossier d'attribution dans les quarante jours à dater de la réception du rapport de l'administration et en informe le demandeur.

Sous-section 3. — Exécution des travaux

Art. 22. § 1^{er}. Pour les subventions visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3^o, 4^o, 5^o et 6^o, du décret du 16 novembre 2023, le demandeur de la subvention notifie au soumissionnaire l'attribution du marché dans un délai de quarante jours à dater de la prise de connaissance de la décision d'approbation du dossier d'attribution visé à l'article 21.

Il communique, sans délai, à l'administration une copie de la notification d'attribution du marché et de l'ordre de commencer les travaux.

§ 2. Le demandeur communique à l'administration la date fixée pour la réception provisoire des travaux au minimum dix jours avant la tenue de celle-ci.

Sous-section 4. — Montant définitif de la subvention

Art. 23. § 1^{er}. Pour les subventions visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3^o, 4^o, 5^o et 6^o, du décret du 16 novembre 2023, le demandeur introduit auprès l'administration, dans les six mois à dater de la réception provisoire des travaux, un dossier qui contient :

- 1^o les décomptes finaux des entreprises qui contient le détail du calcul des révisions par état d'avancement ;
- 2^o la délibération du maître de l'ouvrage qui approuve les décomptes finaux ;
- 3^o les procès-verbaux de réception provisoire ;
- 4^o les factures de chaque état d'avancement et la facture finale ;
- 5^o le rapport, établi par poste, qui justifie les dépassements de plus de dix pour cent des quantités présumées du marché initial ;
- 6^o un rapport, en ce compris une copie des délibérations et des avenants, qui reprend tous les travaux, détaillés par poste, et qui fait état des modifications du marché initial ;
- 7^o la justification des délais d'exécution en ce compris les éventuels ordres d'interruption et de reprise de chantier ainsi que, le cas échéant, les justifications relatives aux délais supplémentaires et le calcul des amendes de retard ;
- 8^o une déclaration sur l'honneur par laquelle le demandeur de la subvention atteste :
 - a) qu'il utilise la subvention aux fins auxquelles elle lui est accordée ;
 - b) qu'il ne bénéficie pas d'une autre source de subventionnement pour les frais et dépenses couverts par la subvention, ou que le cumul des subventions n'excède pas cent pour cent des coûts de l'investissement subventionné ;
 - c) qu'il a communiqué à l'administration tout élément dont il a connaissance, susceptible d'avoir une incidence sur la liquidation ou le calcul du montant de la subvention.

§ 2. L'administration accuse réception du dossier dans les dix jours de sa réception. Elle vérifie si le dossier est complet et, au besoin, réclame les pièces et les informations manquantes au demandeur qui dispose de vingt jours à dater de la réception de la demande de complétude pour les transmettre.

Lorsque le dossier est complet, l'administration en informe le demandeur.

Dans les soixante jours de la réception du dossier complet, l'administration analyse le dossier de compte final et transmet, si nécessaire, ses remarques au demandeur afin qui dispose de soixante jours à dater de la réception de la demande de l'administration pour modifier le dossier compte final en tenant compte des remarques émises et le transmettre à l'administration.

A la réception des documents complémentaires, l'administration dispose de quarante jours pour analyser les compléments et établir un rapport complet qui détermine le montant définitif de la subvention qu'elle communique, accompagné du dossier complet, au ministre.

Le ministre statue sur le montant définitif de la subvention dans les quarante jours à dater de la réception du rapport de l'administration.

L'administration notifie au demandeur la décision du ministre.

§ 3. Le dossier est introduit auprès de l'administration au plus tard dans les six ans suivant la fin de la programmation concernée par le projet pour que le dossier soit pris en compte.

§ 4. Le montant définitif de la subvention est déterminé sur la base des éléments repris au paragraphe 1^{er}, conformément à la programmation et aux dispositions du présent arrêté.

La révision des prix du marché proratisée en fonction du coût admissible de l'investissement ainsi que les éventuels avenants, travaux complémentaires ou supplémentaires s'ils sont imprévisibles au stade de l'attribution sont pris en compte dans le coût admissible de l'investissement, et ce dans la limite du montant maximum admissible indexé conformément à l'article 8, § 4.

Le montant définitif de la subvention est égal au montant calculé conformément aux dispositions de l'article 8, § 2.

Section 4. — Procédure

Art. 24. § 1^{er}. Afin de garantir la bonne exécution de la programmation, le demandeur peut, sur demande motivée, solliciter auprès de l'administration une demande de prolongation des délais uniquement dans le cadre de l'article 11, alinéa 1^{er}, de l'article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'article 17, § 2, alinéa 3, de l'article 20, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'article 21, § 2, alinéa 3, et de l'article 23, § 2, alinéa 3.

A défaut de réponse de l'administration dans les dix jours, la demande est considérée comme refusée.

§ 2. Afin de garantir la bonne exécution de la programmation, les délais visés à l'article 11, alinéa 1^{er}, et à l'article 20, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne donnent pas lieu à une prolongation de délai supérieure à six mois.

Afin de garantir la bonne exécution de la programmation, le délai visé à l'article 21, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne donne pas lieu à une prolongation de délai supérieure à trois mois.

Art. 25. Afin de garantir la bonne exécution de la programmation, une décision de retrait du droit à la subvention est prise en cas de dépassement des délais visés à l'article 11, alinéa 1^{er}, à l'article 14, alinéa 2, à l'article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, à l'article 17, § 2, alinéa 3, à l'article 18, à l'article 20, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéa 3, à l'article 21, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéa 3, à l'article 23, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, à l'article 23, § 2, alinéa 3, et à l'article 23, § 3, éventuellement prorogés conformément à l'article 24, sauf en cas de survenance d'un évènement ou d'un fait indépendant de la volonté du demandeur ou des personnes qui interviennent pour son compte dans l'élaboration ou la réalisation du projet et sur demande dûment motivée.

Art. 26. Par dérogation aux articles 11, 13, 20 et 21, en fonction des particularités du projet retenu, l'administration peut autoriser que l'ordre et les modalités des étapes de la procédure soient modifiés.

Lorsque des modifications sont appliquées conformément à l'alinéa 1^{er}, l'administration adapte la liste des pièces justificatives nécessaires à la liquidation de la subvention.

CHAPITRE 6. — *Liquidation de la subvention*

Art. 27. § 1^{er}. Les subventions visées à l'article 5, 3°, 4° et 5°, du décret du 16 novembre 2023 sont liquidées en quatre avances et un solde comme suit :

1° une avance qui représente dix pour cent de l'enveloppe de subvention fixée lors de la notification de la sélection des projets, au plus tard quarante jours après la notification de la sélection des projets ;

2° une deuxième avance qui représente dix pour cent de l'enveloppe de subvention fixée lors de la notification de la sélection des projets, au plus tard un an après la notification de la sélection des projets et pour autant que l'administration ait approuvé le dossier d'avant-projet ;

3° une troisième avance qui représente dix pour cent de l'enveloppe de subvention fixée lors de la notification de la sélection des projets, au plus tard deux ans après la notification de la sélection des projets et pour autant que l'administration ait approuvé le dossier de mise en concurrence ;

4° une quatrième avance qui représente cinquante pour cent de l'enveloppe de subvention fixée lors de la notification de la sélection des projets, au plus tard trois ans après la sélection des projets et pour autant que les travaux aient commencés ;

5° le solde de la subvention déterminée à l'article 23, § 4, dans un délai de six mois à dater de la notification du montant définitif de la subvention et au plus tard le 31 décembre de la dernière année de la programmation.

§ 2. Les subventions visées à l'article 5, 6°, du décret du 16 novembre 2023 sont liquidées comme suit :

1° une avance qui représente trente pour cent de l'enveloppe de subvention fixée lors de la notification de la sélection des projets, au plus tard quarante jours après la notification de la sélection des projets ;

2° le solde de la subvention déterminée à l'article 23, § 4, dans un délai de six mois à dater de la notification du montant définitif de la subvention et au plus tard le 31 décembre de la dernière année de la programmation.

§ 3. Les subventions visées à l'article 5, 1°, 2° et 7°, du décret du 16 novembre 2023 sont liquidées comme suit :

1° une avance représentant trente pour cent de l'enveloppe de subvention fixée lors de la notification de la sélection des projets, au plus tard quarante jours après la notification de la sélection des projets ;

2° le solde de la subvention déterminée à l'article 17 § 3, dans un délai de six mois à dater de la notification du montant définitif de la subvention et au plus tard le 31 décembre de la dernière année de la programmation.

§ 4. Par dérogation aux paragraphes 1^{er}, si le demandeur n'a pas communiqué à l'administration l'ensemble des éléments qui permet de déterminer le montant définitif de la subvention au 31 octobre de la dernière année de la programmation, une cinquième avance qui équivaut à dix pour cent de l'enveloppe de subvention fixée lors de la notification de la sélection des projets est liquidée au plus tard le 31 décembre de la dernière année de la programmation.

Le solde de la subvention déterminée à l'article 23, § 4, est liquidé dans un délai de six mois à dater de la notification du montant définitif de la subvention.

§ 5. Par dérogation aux paragraphes 2 et 3, si le demandeur n'a pas communiqué à l'administration l'ensemble des éléments qui permet de déterminer le montant définitif de la subvention au 31 octobre de la dernière année de la programmation, une seconde avance qui équivaut à cinquante pour cent de l'enveloppe de subvention fixée lors de la notification de la sélection des projets est liquidée au plus tard le 31 décembre de la dernière année de la programmation.

Le solde de la subvention déterminée à l'article 23, § 4, est liquidé dans un délai de six mois à dater de la notification du montant définitif de la subvention.

CHAPITRE 7. — *Transfert de la gestion du milieu d'accueil de type 1*

Art. 28. Le demandeur de la subvention qui prend la décision de confier la gestion du milieu d'accueil à un milieu d'accueil de type 1 après la sélection de son projet communique sans délai à l'administration :

1° pour les milieux d'accueil de type 1 visés à l'article 2, 10°, *a)* et *b)*, du décret du 16 novembre 2023, soit, une copie de l'autorisation de l'O.N.E., soit une copie de la décision d'octroi du droit aux subsides, soit un accord de principe de l'O.N.E. sur la transformation d'un milieu d'accueil de type 2 en milieu d'accueil de type 1 à l'issue de la programmation ;

2° pour les milieux d'accueil de type 1 visés à l'article 2, 10°, *c)*, du décret du 16 novembre 2023, une copie de l'agrément et de l'arrêté ministériel qui octroie le subventionnement à la maison d'accueil ;

3° l'engagement à respecter la durée d'affectation du bâtiment conformément à l'article 6 du décret du 16 novembre 2023 ;

4° une attestation sur l'honneur qui porte sur le respect des réglementations applicables au mode de gestion et à la mise à disposition du bien subventionné au milieu d'accueil de type 1 ;

5° l'engagement à reprendre la gestion du milieu d'accueil de type 1 ou à trouver un autre gestionnaire du milieu d'accueil si la gestion du milieu d'accueil de type 1 n'est plus assurée.

CHAPITRE 8. — *Urgence impérieuse*

Art. 29. Une subvention peut être octroyée en dehors de la programmation visée à l'article 5, au demandeur qui remplit, cumulativement, les critères visés à l'article 3.

Art. 30. § 1^{er}. Le demandeur introduit un dossier de demande auprès de l'administration selon les modalités qu'elle détermine.

Le dossier contient les éléments visés à l'article 7, § 2, à l'exception du 15°, ainsi que tous les éléments qui permettent de démontrer que l'urgence impérieuse résulte d'événements imprévisibles pour le milieu d'accueil de type 1, et qui ne peuvent pas lui être imputés.

§ 2. L'administration accuse réception du dossier dans les dix jours de sa réception. Elle vérifie si le dossier est complet et, au besoin, réclame les pièces et les informations manquantes au demandeur qui dispose de dix jours à dater de la réception de la demande de complétude pour les transmettre.

Dans les quinze jours qui suivent la réception du dossier complet, l'administration l'analyse, établit un rapport et le transmet au ministre.

Le ministre statue sur la demande, fixe éventuellement le montant de la subvention et les dépenses éligibles, dans les quinze jours à dater de la réception du rapport de l'administration.

L'administration notifie au demandeur la décision du ministre dans les dix jours de sa réception.

Art. 31. § 1^{er}. Les subventions visées à l'article 5, 3^o, 4^o et 5^o, du décret du 16 novembre 2023 et octroyées en application de l'article 30 sont liquidées en quatre avances et un solde comme suit :

1^o une avance qui représente dix pour cent de l'enveloppe de subvention fixée lors de la notification visée à l'article 30, § 2, alinéa 4, au plus tard quarante jours après la notification ;

2^o une deuxième avance qui représente dix pour cent de l'enveloppe de subvention fixée lors de la notification visée à l'article 30, § 2, alinéa 4, au plus tard quarante jours après l'approbation du dossier d'avant-projet ;

3^o une troisième avance qui représente dix pour cent de l'enveloppe de subvention fixée lors de la notification visée à l'article 30, § 2, alinéa 4, au plus tard quarante jours après l'approbation du dossier de mise en concurrence ;

4^o une quatrième avance qui représente cinquante pour cent de l'enveloppe de subvention fixée lors de la notification visée à l'article 30, § 2, alinéa 4, au plus tard quarante jours après le début des travaux ;

5^o le solde de la subvention déterminée à l'article 23, § 4, dans un délai de six mois à dater de la notification du montant définitif de la subvention.

Les subventions visées à l'article 5, 1^o, 2^o et 7^o, du décret du 16 novembre 2023 et octroyées en application de l'article 30 sont liquidées comme suit :

1^o une avance représentant trente pour cent de l'enveloppe de subvention fixée lors de la notification visée à l'article 30, § 2, alinéa 4, au plus tard quarante jours après la notification ;

2^o le solde de la subvention déterminée à l'article 17, § 3, dans un délai de six mois à dater de la notification du montant définitif de la subvention.

§ 2. Les procédures fixées aux articles 11 à 26 et à l'article 28 sont applicables à l'octroi de subvention visé à l'article 29 selon les modalités et dans les délais fixés par l'administration en fonction des nécessités liées à l'urgence impérieuse.

TITRE 3. — *Milieux d'accueil de type 2*

CHAPITRE 1^{er}. — *Montant et critères d'octroi de la subvention*

Art. 32. Une subvention peut être octroyée au demandeur, dans les limites des crédits budgétaires, pour :

1^o l'achat de matériel spécifique à l'activité du milieu d'accueil en lien direct avec le lieu d'accueil visé à l'article 9, § 1^{er}, du décret du 16 novembre 2023, dont la liste est fixée à l'annexe 1^{re} ;

2^o les travaux de sécurisation en lien direct avec le lieu d'accueil visés à l'article 9, §§ 2 et 3, du décret du 16 novembre 2023, dont la liste est fixée à l'annexe 2 ;

3^o les travaux relatifs à la performance énergétique et à la salubrité du bâtiment en lien direct avec le lieu d'accueil visés à l'article 9, § 3, du décret du 16 novembre 2023, dont la liste est fixée à l'annexe 3.

Pour se voir octroyer la subvention visée à l'alinéa 1^{er}, 3^o, lorsque la demande de subvention porte sur un projet qui a bénéficié dans le cadre du décret du 16 novembre 2023 et du présent arrêté d'une subvention qui porte sur le même objet et sur tout ou partie du même bâtiment, le demandeur a terminé la période d'amortissement prévue par l'article 9, § 3, alinéa 2, du décret du 16 novembre 2023.

Art. 33. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le montant de la subvention visée à l'article 32 est égal à trente pour cent des dépenses éligibles accordées conformément aux annexes 1, 2 et 3.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er} est arrondi à la dizaine inférieure.

Art. 34. Pour bénéficier de la subvention visée à l'article 32, le demandeur remplit, cumulativement, les critères suivants :

1^o le demandeur respecte la réglementation sur :

a) les milieux d'accueil organisés par l'O.N.E. ;

b) les performances énergétiques du bâtiment ;

c) l'aménagement du territoire ;

d) la sécurité incendie ;

e) la sécurité de la chaîne alimentaire ;

2^o pour les subventions visées à l'article 32, alinéa 1^{er}, 3^o, le demandeur est titulaire d'un droit réel sur le bâtiment couvrant au minimum la période de dix ans visée à l'article 8, § 3, alinéa 2, du décret du 16 novembre 2023, ou s'engage à l'être au plus tard au moment de l'introduction de la demande de liquidation de la subvention ;

3^o pour les subventions visées à l'article 32, alinéa 1^{er}, 3^o, le demandeur suit les recommandations de l'audit effectué sur la base du présent arrêté ;

4^o pour les subventions visées à l'article 32, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, disposer d'un avis favorable de l'O.N.E. sur le projet.

CHAPITRE 2 — *Modalités et conditions d'octroi de la subvention.*

Section 1^{ère}. — Achat de matériel spécifique à l'activité du milieu d'accueil

Art. 35. § 1^{er}. Pour bénéficier de la subvention visée à l'article 32, alinéa 1^{er}, 1^o, le demandeur introduit auprès de l'administration, selon les modalités qu'elle détermine, une demande qui comprend :

1^o une copie, soit de l'autorisation de l'O.N.E., soit de l'accord de l'O.N.E. pour l'ouverture du lieu d'accueil des accueillants salariés, soit de l'accusé de réception de l'O.N.E. du dossier complet pour la création d'un nouveau milieu d'accueil ;

2^o l'engagement du demandeur à respecter les normes d'autorisation édictées par l'O.N.E. ;

3^o la copie des factures détaillées du matériel acheté ;

4^o la preuve du paiement des factures fournies ;

5^o un relevé d'identité bancaire, en abrégé RIB ;

6° une déclaration sur l'honneur par laquelle le demandeur atteste :

- a) qu'il utilise la subvention aux fins auxquelles elles lui sont accordées ;
- b) qu'il ne bénéficie pas d'une autre source de subventionnement pour les frais et dépenses couverts par la subvention, ou que le cumul des subventions dont il bénéficie n'excède pas cent pour cent des coûts de l'investissement subventionné ;
- c) qu'il a communiqué à l'administration tout élément dont il a connaissance, susceptible d'avoir une incidence sur la liquidation ou le calcul du montant de la subvention.

§ 2. L'administration accuse réception de la demande dans les dix jours de la réception du dossier. Elle vérifie si le dossier est complet et, au besoin, réclame les pièces et les informations manquantes au demandeur qui dispose de vingt jours à dater de la réception de la demande de complétude pour les transmettre.

Lorsque le dossier est complet, l'administration en informe le demandeur.

Dans les quarante jours de la réception de la demande complète, l'administration analyse la demande et détermine les éléments éligibles à la subvention conformément à l'annexe 1.

Elle transmet ses éventuelles remarques au demandeur qui dispose de vingt jours à dater de leur réception pour faire valoir ses observations écrites et apporter des compléments d'information éventuels. Passé ce délai, l'administration considère que le demandeur marque son accord sur les remarques émises.

L'administration dispose de trente jours à dater de la réception des observations et des compléments pour analyser les observations et documents complémentaires reçus et établir un rapport sur le dossier de demande qu'elle communique, accompagné du dossier complet, au ministre.

Le ministre statue sur la demande de subventionnement dans un délai de vingt jours à dater de la réception du rapport de l'administration.

L'administration notifie au demandeur la décision du ministre dans un délai de vingt jours à dater de sa réception.

Si le montant calculé dépasse le montant au-delà duquel un avis de l'inspection des finances est requis, le délai visé à l'alinéa 6 est prolongé de quarante jours.

Section 2. — Travaux de sécurisation des lieux d'accueil

Art. 36. § 1^{er}. Pour bénéficier de la subvention visée à l'article 32, alinéa 1^{er}, 2°, le demandeur introduit auprès de l'administration, selon les modalités qu'elle détermine, une demande qui comprend :

1° une copie, soit de l'autorisation de l'O.N.E., soit de l'accord de O.N.E. pour l'ouverture du lieu d'accueil des accueillants salariés, soit de l'accusé de réception de l'O.N.E. du dossier complet pour la création d'un nouveau milieu d'accueil ;

2° les rapports de l'O.N.E. et du service de prévention incendie qui reprend les travaux de sécurisation exigés ;

3° l'engagement du demandeur à respecter les normes d'autorisation édictées par l'O.N.E. ;

4° un estimatif du montant total des travaux envisagés ;

5° Un relevé d'identité bancaire, en abrégé RIB ;

6° L'avis favorable de l'O.N.E. ;

7° une déclaration sur l'honneur par laquelle le demandeur atteste :

- a) qu'il utilise la subvention aux fins auxquelles elles lui sont accordées ;
- b) qu'il ne bénéficie pas d'une autre source de subventionnement pour les frais et les dépenses couverts par la subvention, ou que le cumul des subventions dont il bénéficie n'excède pas cent pour cent des coûts de l'investissement subventionné ;

c) qu'il a communiqué à l'administration tout élément dont il a connaissance, susceptible d'avoir une incidence sur la liquidation ou le calcul du montant de la subvention.

§ 2. L'administration accuse réception de la demande dans les dix jours de la réception du dossier. Elle vérifie si le dossier est complet et, au besoin, réclame les pièces et les informations manquantes au demandeur qui dispose de vingt jours à dater de la réception de la demande de complétude pour les transmettre.

Lorsque le dossier est complet, l'administration en informe le demandeur.

Dans les quarante jours de la réception de la demande complète, l'administration analyse la demande et détermine les éléments éligibles à la subvention, conformément à l'annexe 2.

Elle transmet ses éventuelles remarques au demandeur qui dispose de vingt jours à dater de leur réception pour faire valoir ses observations écrites et apporter des compléments d'information éventuels.

Passé ce délai, l'administration considère que le demandeur marque son accord sur les remarques émises.

L'administration dispose de trente jours à dater de la réception des observations et des compléments d'information du demandeur pour établir un rapport sur le dossier de demande qu'elle communique, accompagné du dossier complet, au ministre.

Le ministre statue sur la demande de subvention et fixe le montant provisoire de la subvention dans un délai de vingt jours à dater de la réception du rapport de l'administration.

L'administration notifie au demandeur la décision du ministre dans un délai de vingt jours à dater de sa réception.

Si le montant calculé dépasse le montant au-delà duquel un avis de l'inspection des finances est requis, le délai visé à l'alinéa 7 est prolongé de quarante jours.

Section 3. — Travaux relatifs à la performance énergétique et à la salubrité des crèches

Art. 37. § 1^{er}. Pour bénéficier de la subvention visée à l'article 32, alinéa 1^{er}, 3°, le demandeur introduit auprès de l'administration, selon les modalités qu'elle détermine, une demande qui comprend :

1° une copie, soit de l'autorisation de l'O.N.E., soit de l'accord de O.N.E. pour l'ouverture du lieu d'accueil des accueillants salariés, soit de l'accusé de réception de l'O.N.E. du dossier complet pour la création d'un nouveau milieu d'accueil ;

2° si la demande vise des travaux de sécurisation, les rapports de l'O.N.E. et du service de prévention incendie qui reprend les travaux de sécurisation exigés ;

3° l'engagement du demandeur à respecter les normes d'autorisation édictées par l'O.N.E. ;

4° un relevé d'identité bancaire, en abrégé RIB ;

5° un estimatif du montant total des travaux envisagés ;

6° l'avis favorable de l'O.N.E. ;

7° une déclaration sur l'honneur par laquelle le demandeur atteste :

a) qu'il utilisera la subvention aux fins auxquelles elles lui sont accordées ;

b) qu'il ne bénéficiera pas d'une autre source de subventionnement pour les frais et les dépenses couverts par la subvention, ou que le cumul des subventions n'excèdera pas cent pour cent des coûts de l'investissement subventionné ;

c) qu'il communiquera à l'administration tout élément dont il a connaissance, susceptible d'avoir une incidence sur la liquidation ou le calcul du montant de la subvention.

§ 2. Les travaux ne peuvent pas être commandés avant d'avoir reçu l'accord du ministre sur la demande de subvention, à défaut le demandeur perd tout droit à la subvention.

§ 3. L'administration accuse réception de la demande dans les dix jours de la réception du dossier. Elle vérifie si le dossier est complet et, au besoin, réclame les pièces et informations manquantes au demandeur qui dispose de vingt jours à dater de la réception de la demande de complétude pour les transmettre.

Lorsque le dossier est complet, l'administration en informe le demandeur et réalise un audit du bâtiment occupé par le milieu d'accueil de type 2 et visé par la demande, selon les modalités qu'elle détermine.

Dans les soixante jours de la réception du rapport d'audit, l'administration analyse la demande et détermine les éléments éligibles à la subvention conformément à l'annexe 3 et en tenant compte des recommandations formulées dans le rapport d'audit.

Elle transmet ses éventuelles remarques ainsi que le rapport d'audit au demandeur qui dispose de vingt jours à dater de leur réception pour faire valoir ses observations écrites et apporter des compléments d'informations ou des modifications éventuelles.

Passé ce délai, l'administration considère que le demandeur marque son accord sur les remarques émises.

L'administration dispose de trente jours à dater de la réception des observations écrites, des compléments d'informations et des modifications pour les analyser et établir un rapport sur le dossier de demande qu'elle communique, accompagné du dossier complet, au ministre.

Le ministre statue sur la demande de subvention et fixe le montant provisoire de la subvention dans un délai de quarante jours à dater de la réception du rapport de l'administration.

L'administration notifie au demandeur la décision du ministre dans un délai de vingt jours à dater de sa réception.

Si le montant calculé dépasse le montant au-delà duquel un avis de l'inspection des finances est requis, le délai visé à l'alinéa 7 est prolongé de quarante jours.

CHAPITRE 3. — Liquidation de la subvention

Art. 38. § 1^{er}. Après réalisation des travaux visés à l'article 32, alinéa 1^{er}, 2° et 3°, le demandeur introduit une demande de liquidation de la subvention auprès de l'administration selon les modalités qu'elle détermine.

La demande comprend :

1° la copie des factures détaillées des travaux réalisés ;

2° la preuve du paiement des factures fournies ;

3° l'avis favorable de l'O.N.E. sur les travaux effectués ;

4° une déclaration sur l'honneur par laquelle le demandeur de la subvention atteste :

a) qu'il utilise la subvention aux fins auxquelles elle lui est accordée ;

b) qu'il ne bénéficie pas d'une autre source de subventionnement pour les frais et dépenses couverts par la subvention, ou que le cumul des subventions n'excède pas cent pour cent des coûts de l'investissement subventionné ;

c) qu'il a communiqué à l'administration tout élément dont il a connaissance, susceptible d'avoir une incidence sur la liquidation ou le calcul du montant de la subvention.

§ 2. L'administration accuse réception de la demande dans les dix jours de la réception du dossier. Elle vérifie si le dossier est complet et, au besoin, réclame les pièces et les informations manquantes au demandeur qui dispose de vingt jours à dater de la réception de la demande de complétude pour les transmettre.

Lorsque le dossier est complet, l'administration en informe le demandeur.

Dans les vingt jours de la réception de la demande complète, l'administration analyse la demande et détermine les éléments éligibles à la subvention, conformément aux annexes 1, 2 et 3, ainsi que le montant définitif de la subvention.

L'administration transmet ses éventuelles remarques au demandeur qui dispose de vingt jours à dater de leur réception pour faire valoir ses observations écrites et apporter des compléments d'information éventuels.

L'administration dispose de trente jours à dater de la réception des observations et des compléments d'information pour analyser les observations et les documents complémentaires reçus et établit un rapport qui détermine le montant définitif de la subvention qu'elle communique, accompagné du dossier complet, au ministre.

Le ministre statue sur la demande de subventionnement et sur le montant définitif de la subvention dans un délais de quarante jours à dater de la réception du rapport de l'administration.

L'administration notifie au demandeur la décision du ministre dans un délai de vingt jours à dater de sa réception.

§ 3. Le montant définitif de la subvention n'excède pas de plus de quinze pour cent le montant fixé provisoirement par la décision du ministre visée aux articles 36, § 2, et 37, § 3.

Art. 39. § 1^{er}. Les subventions visées à l'article 32, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, sont liquidées, en fonction des crédits budgétaires disponibles.

§ 2. Les subventions visées à l'article 32, alinéa 1^{er}, 1^o, sont liquidées comme suit :

1^o une avance qui représente trente pour cent de l'enveloppe de subvention fixée lors de la notification de l'acceptation des projets, au plus tard quarante jours après la notification de celle-ci ;

2^o le solde de septante pour cent de la subvention, dans un délai de quarante jours à dater de la date de réception par l'administration de la facture finale.

§ 3. Les subventions visées aux articles 32, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, sont liquidées endéans les soixante jours à dater de la notification de la décision du ministre par l'administration.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 3, lorsque le demandeur le sollicite auprès de l'administration, les subventions visées à l'article 32, alinéa 1^{er}, 1^o, peuvent être liquidées en deux tranches, conformément au paragraphe 2.

Dans cette hypothèse, il est fait application de la procédure fixée aux articles 37 et 38.

TITRE 4. — Suspension, retrait et récupération de la subvention

Art. 40. Il est procédé à la récupération de toute ou partie de la subvention par l'administration lorsque :

1^o le projet qui bénéficie d'une subvention en vertu du présent arrêté est financé en tout ou en partie par une assurance ;

2^o le demandeur bénéficie d'une autre source de subventionnement pour les frais et les dépenses couverts par la subvention ;

3^o le cumul des subventions dont le demandeur bénéficie dépasse cent pour cent des coûts de l'investissement subventionné.

Art. 41. En cas de non-respect des dispositions prises par et en vertu du décret du 16 novembre 2023 et du présent arrêté, le ministre peut suspendre la liquidation de la subvention, retirer la décision d'octroi de subvention ou récupérer tout ou partie de la subvention liquidée, conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes et à l'article 61 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes.

Art. 42. § 1^{er}. Lorsque l'administration formule une proposition de suspension de la liquidation de la subvention, de retrait de la décision d'octroi de subvention ou de récupération de toute ou partie de la subvention liquidée, elle notifie cette proposition, ainsi que les motifs invoqués, au bénéficiaire de la subvention en l'informant qu'il dispose d'un délai de vingt jours à dater de la réception de la notification pour consulter son dossier et faire valoir ses observations écrites.

§ 2. S'il le souhaite, le bénéficiaire de la subvention sollicite, dans le délai prévu au paragraphe 1^{er}, une audition auprès de l'administration.

A cette fin, l'administration convoque le bénéficiaire, en indiquant le lieu et l'heure de l'audition.

La convocation mentionne la possibilité de se faire assister d'un conseil.

Le bénéficiaire peut solliciter un report d'audition.

L'absence à l'audition, le refus de comparaître ou le refus de présenter sa défense est acté au procès-verbal d'audition.

L'administration complète le dossier par les observations écrites du bénéficiaire de la subvention et par le procès-verbal d'audition et le transmet au ministre.

§ 3. Le ministre statue dans un délai de quarante jours à dater de la réception du dossier.

L'administration notifie au bénéficiaire de la subvention la décision du ministre dans les quinze jours de sa réception.

Art. 43. Lorsque à l'issue de la vérification du dossier visé à l'article 23, il est constaté que les avances versées au bénéficiaire de la subvention dépassent le montant auquel il a droit, l'administration le lui notifie.

Il est procédé à la récupération du trop-perçu dans les soixante jours de la notification visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 44. En cas de non-respect par le bénéficiaire de l'affectation du bâtiment et des biens subventionnés, et des durées d'amortissement prévues à l'article 6 et 9, § 3, alinéa 2, du décret du 16 novembre 2023, il est procédé à la récupération de la subvention au prorata des années durant lesquelles l'affectation du bâtiment et des biens n'a pas été respectée.

TITRE 5. — Contrôles

Art. 45. L'administration est chargée du contrôle du respect des dispositions du décret du 16 novembre 2023 et du présent arrêté.

A cet effet, l'administration peut solliciter la communication de toute pièce justificative complémentaire qu'elle estime nécessaire au contrôle de l'utilisation de la subvention.

Art. 46. Les agents de l'administration chargés du contrôle visés à l'article 45 ont libre accès aux chantiers et aux locaux, dans le respect de l'article 22 de la Constitution et de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Ils peuvent solliciter, sur place, la consultation de tout document qu'ils jugent utile à l'accomplissement de leur mission.

TITRE 6. — *Dispositions finales*

Art. 47. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2024.

Art. 48. Le ministre qui a les infrastructures de la petite enfance dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Annexe 1^{re} à l'arrêté du Gouvernement wallon relatif au subventionnement des infrastructures et des équipements des milieux d'accueil de la petite enfance

Annexe 1^{re} – matériel éligible spécifique à l'activité du milieu d'accueil

A. Espace d'accueil

1° casiers/étagères – nombre limité à la capacité du milieu d'accueil majoré de dix pour cent et arrondi à l'unité supérieure

2° porte-manteaux – nombre limité à la capacité du milieu d'accueil majoré de dix pour cent et arrondi à l'unité supérieure

3° table et coussin à langer pour parents

4° petit banc

5° petite table basse

6° tableau d'affichage

B. Activités intérieures.

1° parc

2° espace au sol sécurisé pour tous petits

3° berceau ou équivalent

4° tapis de jeux

5° tapis de sol/dalles isolantes

6° étagères jeux

7° rayonnage avec bacs de rangement

8° coussin d'allaitement

9° éclairage indirect adapté

10° Moustiquaires pour les espaces spécifiques à l'activité

11° Module de psychomotricité

C. SOMMEIL-REPOS

1° lits + matelas /couchettes - nombre limité à la capacité du milieu d'accueil majoré de dix pour cent et arrondi à l'unité supérieure

2° baby-phone

3° store non occultant pour les espaces spécifiques à l'activité.

4° Moustiquaires pour les espaces spécifiques à l'activité

D. SOINS

1° table et coussin à langer

2° petit escalier

3° étagères

5° casiers - nombre limité à la capacité du milieu d'accueil majoré de dix pour cent et arrondi à l'unité supérieure

4° baignoire pédiatrique ;

5° petit WC enfant (fixe) – hauteur 22 cm maximum ;

6° lave main à hauteur d'enfant ;

E. ESPACE REPAS

1° petite table

2° petites chaises

3° chaise haute

4° baby-relax

5° chaise/fauteuil confortable avec accoudoirs pour l'accueillante/ puéricultrice

F. ACTIVITES EXTERIEURES

1° abri de jardin pour ranger jeux (Surface maximale prise en compte douze m² pour les milieux d'accueil d'une capacité allant jusque vingt et un enfants – vingt-cinq m² pour les milieux d'accueil dont la capacité dépasse vingt et un enfants)

2° tables et chaises pour enfants

3° parasol

4° poussette double ou triple

5° tapis de sol/dalles isolantes

6° Module de psychomotricité

G. NETTOYAGE

1° container poubelles d'une capacité minimum de quarante litres

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 mai 2024 relatif au subventionnement des infrastructures et des équipements des milieux d'accueil de la petite enfance.

Namur, le 2 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement wallon relatif au subventionnement des infrastructures et des équipements des milieux d'accueil de la petite enfance

Annexe 2 – travaux de sécurisation

SECURITE

1° clôture de l'espace extérieur enfants

2° sonnette avec vidéophone et ouverture depuis l'intérieur

3° barrières : escaliers, cuisine, espace activité, cache radiateurs

4° protection poêle

PREVENTION INCENDIE

1° détecteurs de fumée

2° Extincteur(s)

3° couverture anti feu

4° pictogrammes " Sortie de secours »

5° éclairage de sécurité

6° porte(s) coupe-feu

7° contrôles installations gaz/électricité

8° mise en ordre gaz/électricité

9° autres demandes du service régional d'incendie (à détailler)

Pour les points 1° à 4°, l'achat de matériel seul afin de réaliser les travaux de sécurisation repris dans la liste est également éligibles.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 mai 2024 relatif au subventionnement des infrastructures et des équipements des milieux d'accueil de la petite enfance.

Namur, le 2 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Annexe 3 à l'arrêté du Gouvernement wallon relatif au subventionnement des infrastructures et des équipements des milieux d'accueil de la petite enfance

Annexe 3 – travaux relatifs à la performance énergétique et à la salubrité

Toiture - Remplacement de la couverture

Toiture – Appropriation de la charpente

Toiture – Remplacement du dispositif de collecte et d'évacuation des eaux pluviales

Toiture – Isolation thermique du toit ou des combles

Assèchement des murs – infiltration

Assèchement des murs – humidité ascensionnelle

Renforcement des murs instables ou démolition/reconstruction totale de ces murs

Remplacement des supports des aires de circulation d'un ou plusieurs locaux

Élimination de la mэрule ou de tout champignon aux effets analogues

Élimination du radon

Isolation thermique des murs

Isolation thermique des sols

Appropriation de l'installation électrique

Appropriation de l'installation de gaz

Remplacement des menuiseries/vitrages extérieur(e)s

Pompe à chaleur pour l'eau chaude sanitaire

Pompe à chaleur pour le chauffage ou combinée

Chaudière biomasse

Chauffe-eau solaire
 Chaudière biomasse combiné(e) avec chauffe-eau solaire en une opération
 Système de Ventilation Mécanique Contrôlée (VMC) simple flux
 Système VMC double flux (avec récupération de chaleur)
 Augmentation des rendements de production, de distribution, de stockage, d'émission et de régulation des installations de chauffage
 Augmentation des rendements de production, de distribution, de stockage et de régulation d'eau chaude sanitaire
 Panneaux photovoltaïques
 Batterie de stockage d'électricité
 Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 mai 2024 relatif au subventionnement des infrastructures et des équipements des milieux d'accueil de la petite enfance.
 Namur, le 2 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
 E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
 en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
 V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/008925]

2 MEI 2024. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de subsidiëring van de infrastructuur en de uitrustingen voor opvangcentra voor jonge kinderen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 16 november 2023 betreffende de subsidies voor infrastructuur en uitrusting van opvangomgevingen voor jonge kinderen, de artikelen 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10 en 11 ;

Gelet op het advies van het inter-Franstalig overlegorgaan inzake gezondheid en bijstand aan de personen, uitgebracht op 27 oktober 2023;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 oktober 2023;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 12 oktober 2023;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 20 november 2023 ;

Gelet op het rapport van 20 september 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 75.958/4 van de Raad van State, gegeven op 17 april 2024, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Vereniging van steden en gemeenten van Wallonië), gegeven op 4 december 2023;

Gelet op het advies van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), uitgebracht op 27 november 2023;

Gelet op het advies van het Office national de l'Enfance (O.N.E.) van 28 november 2023;

Gelet op de beslissing van het inter-Franstalig overleg van 27 oktober 2023 om geen aanbeveling of advies te verstrekken zoals bedoeld in de artikelen 13, tweede lid, of 15, tweede lid, van het samenwerkingsakkoord van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie 'betreffende het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan de personen en betreffende de gemeenschappelijke beginselen die op deze aangelegenheden van toepassing zijn, Hoofdstuk IV, Afdeling 2;

Gelet op de beslissing van het interministerieel comité van 27 oktober 2023 om geen aanbeveling of advies te verstrekken zoals bedoeld in de artikelen 13, tweede lid, of 15, tweede lid, van het samenwerkingsakkoord van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie 'betreffende het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan de personen en betreffende de gemeenschappelijke beginselen die op deze aangelegenheden van toepassing zijn, Hoofdstuk IV, Afdeling 2;

Op voorstel van de Minister bevoegd voor kinderopvang ;

Na beraadslaging,

Besluit:

TITEL 1. — Toepassingsgebied en begripsomschrijvingen

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de administratie: de diensten van de Waalse Regering belast met de subsidiëring van de infrastructuur voor kinderopvang;

2° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009: besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 30 april 2009 houdende algemene regeling en tot vaststelling van de nadere regels voor de subsidiëring van de opvangmilieus georganiseerd door de " Dienst » en van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind;

3° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019: besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders;

4° de audit: de beoordeling van het gebouw met betrekking tot de minimale infrastructuurcriteria voor opvangmilieus zoals bepaald in artikel 2, 5°, van het decreet van 16 november 2023;

5° het gebouw: de infrastructuur die een opvangomgeving herbergt als bedoeld in artikel 2, 9°, van het decreet van 16 november 2023;

6° het subsidiabele gebouw: het gebouw dat kan worden verbeterd in de zin van het decreet van 16 november 2023, of de infrastructuur die de opvangomgeving type 1 waarvoor de subsidieaanvraag wordt ingediend, zal huisvesten;

7° de toelaatbare kosten van de investering: het bedrag van de investering dat in aanmerking komt voor de berekening van de subsidie;

8° de maximale subsidiabele kost: het maximale investeringsbedrag dat in aanmerking komt voor de berekening van de subsidie per gesubsidieerde plaats in de opvangomgeving type 1, zoals bepaald door de Waalse Regering in de programmering, met uitzondering van de indirecte kosten en de belasting over de toegevoegde waarde;

9° het decreet van 16 november 2023: het decreet van 16 november 2023 betreffende de subsidiëring van infrastructuur en uitrusting van opvangomgevingen voor jonge kinderen

10° indirecte kosten: indirecte kosten bestaande uit studiekosten die indirect gegenereerd worden door de gesubsidieerde investeringen;

11° de dag: de dag die geen zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is;

12° Minister: de Minister bevoegd voor kinderopvang;

13° het maximale subsidiabele bedrag: de maximale subsidiabele kosten vermenigvuldigd met het aantal gesubsidieerde plaatsen in de gastomgeving van type 1;

14° "O.N.E." de " Office de la Naissance et de l'Enfance ", ingesteld bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2022 houdende hervorming van de " Office de la Naissance et de l'Enfance ", afgekort " ONE ";

15° het subsidiepercentage: het interventiepercentage dat door de Waalse Regering is vastgesteld in de programmering bedoeld in artikel 3 van het decreet van 16 november 2023.

TITEL 2. — *Opvangmilieus type 1*

HOOFDSTUK 1. — *Algemeen*

Art. 3. Een subsidie kan worden toegekend voor de duur van een programma aan een aanvrager die aan alle onderstaande criteria voldoet:

1° voor de subsidies bedoeld in artikel 5, eerste lid, 3°, 4°, 5° en 6°, van het decreet van 16 november 2023, is de aanvrager houder van een zakelijk recht op de grond of het subsidiabele gebouw dat een resterende looptijd heeft van ten minste de afschrijvingsperiode bedoeld in artikel 6, 1°, 3° en 4°, van het decreet van 16 november 2023 of dit uiterlijk zal hebben op het ogenblik van de indiening van het dossier voor de gunning van de opdracht voor werken bedoeld in artikel 21 ;

2° voor de subsidies bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1°, 2° en 7°, van het decreet van 16 november 2023, beschikt de aanvrager over een voorlopige koopovereenkomst, een stedenbouwkundige vergunning die stedenbouwkundige lasten vastlegt of een verbintenis van de houder van een zakelijk recht om hem een zakelijk recht te verlenen op de subsidiabele grond of het subsidiabele gebouw dat betrekking heeft op een resterende periode van ten minste de afschrijvingsperiode bedoeld in artikel 6, 2°, van het decreet van 16 november 2023;

3° de aanvrager neemt de reglementering voor opvangmilieus type 1 in acht, betreffende :

- a) de overheidsopdrachten;
- b) de plaatselijke besturen ;
- c) de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
- d) het welzijn op het werk;
- e) de opvangmilieus georganiseerd door ONE ;
- f) de gespecialiseerde diensten voor jonge kinderen ;
- g) de opvangtehuizen ;
- h) de energieprestaties van het gebouw:
- i) de ruimtelijke ordening;
- j) de brandveiligheid ;
- k) de veiligheid van de voedselketen;

4° de aanvrager volgt de aanbevelingen op van de audit van het verbeterbaar gebouw uitgevoerd op basis van dit besluit;

5° om van de subsidies bedoeld in artikel 5, eerste lid, 2°, van het decreet van 16 november 2023 te kunnen genieten, moet de aanvrager voldoen aan de voorwaarden bepaald in het bouwprogramma;

6° indien de subsidieaanvraag betrekking heeft op een project waarvoor een subsidie voor hetzelfde doel en voor het geheel of een deel van een gebouw werd toegekend in het kader van het decreet van 16 november 2023 en van dit besluit, heeft de aanvrager de afschrijvingsperiode bedoeld in artikel 6 van het decreet van 16 november 2023 beëindigd;

7° wanneer het voorwerp van de subsidieaanvraag betrekking heeft op een project dat voor hetzelfde voorwerp en voor het geheel of een deel van een gebouw een subsidie heeft gekregen in het kader van het besluit van de Executieve van 8 juli 1983 tot regeling voor de Franse Gemeenschap van de toekenning van subsidies voor de aankoop of de bouw van gebouwen met het oog op de vestiging van kinderopvangplaatsen, kinderkribben, kleuterscholen en opvangcentra, alsook voor de uitbreiding, verbouwing, grote herstellingen, uitrusting en eerste inrichting van deze gebouwen, werd de subsidie twintig jaar voor de indiening van de aanvraag toegekend;

8° de aanvrager beschikt over een gunstig advies van ONE.

HOOFDSTUK 2. — *Programmatie, audit en kadaster*

Art. 4. De administratie stelt het kadaster op bedoeld in artikel 2, 3°, van het decreet van 16 november 2023 op basis van :

1° een plaatsbeschrijving van de gebouwen uitgevoerd door de opvangmilieus type 1 voor de start van de programmatie;

2° de gegevens die worden verzameld door middel van audits uitgevoerd op basis van artikel 6 ;

3° de werkzaamheden uitgevoerd in het gebouw.

Daartoe vult elk opvangmilieu type 1 uiterlijk aan het begin van de programmatie een formulier in, waarvan het model en de verzendingsprocedures door de administratie worden vastgesteld.

Binnen twintig dagen na ontvangst van het formulier vraagt de administratie de ontbrekende informatie op bij het opvangmilieu type 1, die twintig dagen na ontvangst van het verzoek tot vervollediging de tijd heeft om de informatie te verstrekken.

Wanneer het dossier volledig is, informeert de administratie het opvangmilieu type 1.

Art. 5. Overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 16 november 2023 en op basis van een door de administratie opgesteld verslag worden in de programmatie de voorwaarden voor de subsidies, de mogelijkheid om de gebouwen al dan niet te verbeteren en de te bereiken doelstellingen vastgesteld.

De administratie publiceert de programmatie op haar website en in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 6. Voor de toepassing van de artikelen 4 en 5 wordt er, indien door de administratie nodig geacht, een audit van het gebouw met betrekking tot de minimale infrastructuurcriteria voor opvangmilieus zoals bepaald in artikel 2, 5°, van het decreet van 16 november 2023 uitgevoerd. De inhoud en de modaliteiten voor deze audit worden door de administratie bepaald.

Alle audits moeten maximaal vijf jaar voordat de aanvraag bij de programmatie wordt ingediend, zijn uitgevoerd of bijgewerkt.

HOOFDSTUK 3. — *Kandidaturen*

Art. 7. § 1. Binnen zes maanden na de aanneming van de programmatie bedoeld in artikel 3 van het decreet van 16 november 2023, dient de aanvrager een kandidatuurdossier in bij de administratie volgens de in het programma vastgestelde nadere regels.

§ 2. Het kandidatuurdossier omvat:

1° de benaming en de adresgegevens van de aanvrager ;

2° voor de opvangmilieus type 1 bedoeld in artikel 2, 10°, *a)* en *b)*, van het decreet van 16 november 2023, ofwel een afschrift van de toelating van ONE, ofwel een afschrift van de beslissing tot toekenning van het recht op subsidies van ONE, ofwel een principiële akkoord van ONE over de omvorming van een opvangmilieu type 2 tot opvangmilieu type 1 op het einde van de programmatie;

3° voor de opvangmilieus type 1 bedoeld in artikel 2, 10°, *c)*, van het decreet van 16 november 2023, een afschrift van de erkenning en het ministerieel besluit tot subsidieverlening aan het opvangtehuis;

4° de financiële elementen waaruit blijkt dat de aanvrager zijn aandeel van de projectfinanciering op zich kan nemen;

5° voor de subsidies bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1°, 2° en 7°, van het decreet van 16 november 2023, de voorlopige koopovereenkomst, een stedenbouwkundige vergunning die stedenbouwkundige lasten vastlegt of een verbintenis van de houder van een zakelijk recht om hem een zakelijk recht te verlenen op de subsidiabele grond of het subsidiabele gebouw dat betrekking heeft op een resterende periode van ten minste de afschrijvingsperiode bedoeld in artikel 6, 2°, van het decreet van 16 november 2023 indien daar sprake van is in de programmatie;

6° voor de subsidies bedoeld in artikel 5, eerste lid, 3°, van het decreet van 16 november 2023, het bewijs dat de aanvrager houder is van een zakelijk eigendomsrecht, een recht van opstal of een erfpacht op de grond met een resterende duur gelijk aan ten minste de afschrijvingsduur bedoeld in artikel 6, 1°, van het decreet van 16 november 2023, of, bij gebreke daarvan, een verbintenis van de houder van het zakelijk recht om hem een zakelijk recht toe te kennen met een resterende looptijd gelijk aan ten minste de afschrijvingsperiode bedoeld in artikel 6, 1°, van het decreet van 16 november 2023, indien dit in het programma is opgenomen, ten laatste op het ogenblik van de indiening van de aanvraag tot gunning van de opdracht voor werken bedoeld in artikel 21;

7° voor de subsidies bedoeld in artikel 5, eerste lid, 4°, 5° en 6°, het bewijs dat de aanvrager houder is van een zakelijk eigendomsrecht, een recht van opstal of een erfpacht op het subsidiabele gebouw met een resterende duur gelijk aan ten minste de afschrijvingsduur bedoeld in artikel 6, 3° en 4°, van het decreet van 16 november 2023, of, bij gebreke daarvan, een verbintenis van de houder van het zakelijk recht om hem een zakelijk recht toe te kennen met een resterende looptijd gelijk aan ten minste de afschrijvingsperiode bedoeld in artikel 6, 3° en 4°, van het decreet van 16 november 2023, indien dit in het programma is opgenomen, ten laatste op het ogenblik van de indiening van de aanvraag tot gunning van de opdracht voor werken bedoeld in artikel 21;

8° de beslissing van de bevoegde instantie om het kandidatuurdossier in te dienen;

9° een attest waaruit blijkt dat de aanvrager de akte tot verlening van het zakelijk recht of de bestelling van de werken en leveringen waarvoor de subsidie wordt aangevraagd, nog niet heeft verleden;

10° een beschrijving en ramin van de kosten van de geplande werkzaamheden;

11° in voorkomend geval, een attest van de Federale Overheidsdienst Financiën waarin wordt aangegeven of de aanvrager al dan niet recht heeft op terugvordering van de btw op de geplande werken en in welke mate;

12° een attest ter identificatie van de rekeninghouder, afgekort RIB ;

13° het gunstig advies van ONE. ;

14° ieder ander door de programmatie vereist element.

Wanneer de aanvrager geen opvangmilieu type 1 is, moet het kandidatuurdossier daarnaast ook bevatten:

1° ofwel een afschrift van de toelating van O.N.E., ofwel een afschrift van de beslissing tot toekenning van het recht op subsidies voor opvangmilieus type 1 bedoeld in artikel 2, 10°, *a)* en *b)*, van het decreet van 16 november 2023, ofwel een principieel akkoord van O.N.E. over de omvorming van een opvangmilieu type 2 tot een opvangmilieu type 1 op het einde van de programmatieperiode;

2° wanneer de aanvraag betrekking heeft op opvangmilieus type 1 bedoeld in artikel 2, 10°, *c)*, van het decreet van 16 november 2023, een afschrift van de erkenning en het ministerieel besluit tot subsidieverlening aan het opvangtehuis;

3° een verbintenis om de duur van de bestemming van het gebouw te respecteren in overeenstemming met artikel 6 van het decreet van 16 november 2023;

4° een verklaring op eer met betrekking tot de beschikbaarstelling van het subsidiabele gebouw voor het opvangmilieu type 1;

5° een verbintenis om het beheer van het opvangmilieu type 1 te hervatten of om een andere beheerder van het opvangmilieu te vinden als het beheer van het opvangmilieu type 1 niet langer verzekerd is.

§ 3. De Administratie bericht ontvangst van het kandidatuurdossier binnen tien dagen na ontvangst ervan. Zij gaat na of het dossier volledig is en vraagt, indien nodig, de ontbrekende documenten en informatie op bij de aanvrager, die vanaf de ontvangst van het verzoek tot vervollediging tien dagen de tijd heeft om ze in te dienen.

Wanneer het dossier volledig is, informeert de administratie de aanvrager.

Binnen zestig dagen na de sluitingsdatum voor ontvangst van aanvragen analyseert de administratie elke aanvraag en stuurt zo nodig haar opmerkingen naar de aanvrager.

De aanvrager beschikt, te rekenen van de ontvangst van de opmerkingen, tien dagen de tijd om ze te beantwoorden.

Na het verstrijken van de in lid 4 bedoelde termijn rangschikt de administratie de ontvankelijke aanvragen in de onderstaande volgorde van prioriteit:

1° de kandidatuur die op het ogenblik van de indiening van de kandidaturen betrekking heeft op de verhuizing van een niet-verbeterbaar gebouw naar een subsidieel gebouw;

2° de kandidatuur die op het ogenblik van de indiening van de kandidaturen de subsidiëring van een verbeterbaar gebouw beoogt en die in deze volgorde betrekking heeft op :

a) het verwijderen van de veiligheidsproblemen die zijn vastgesteld tijdens de audit van het verbeterbaar gebouw;

b) het verwijderen van de gezondheidsproblemen die met name zijn vastgesteld tijdens de audit van het verbeterbaar gebouw;

c) het aanpasbare gebouw in overeenstemming brengen met de minimale infrastructuurcriteria voor kinderdagverblijven overeenkomstig het decreet van 21 februari 2019 tot versterking van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de kinderopvang voor jonge kinderen in de Franse Gemeenschap, het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009, het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 tot vaststelling van het vergunnings- en subsidiestelsel voor kinderdagverblijven, kinderopvangdiensten en zelfstandige kinderopvang en zijn bijlage 1 of bijlage 4 van het reglementair deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

d) de verbetering van de energieprestatie van het verbeterbare gebouw

3° de kandidatuur die een opvangmilieu beoogt in een arrondissement waar werkgelegenheidsgraad voor vrouwen en hoofden van éénoudergezinnen de hoogste is;

4° de kandidatuur die een opvangmilieu beoogt in een arrondissement waar het gemiddelde dekkingscijfer van opvangmilieus type 1 op 31 december van het jaar voorafgaand aan de start van de programmatie het laagst is;

5° de kandidatuur die de omvorming van een mede-onthaalouderschap omvormt tot kinderdagverblijf.

De administratie stelt een verslag op over de ontvankelijkheid van elke kandidatuur, hun rangschikking, de subsidiabiliteit van de projecten met betrekking tot het budget bepaald in artikel 3, § 3, van het decreet van 16 november 2023 en het bedrag van het maximale subsidiebudget dat voor elk project is gereserveerd. Binnen dertig dagen te rekenen van het verstrijken van de in lid 4 bedoelde termijn zendt zij dit verslag samen met de dossiers aan de minister met het oog op de goedkeuring van de rangschikking door de Waalse Regering.

Binnen een termijn van veertig dagen na ontvangst van het verslag van de administratie spreekt de Waalse Regering zich uit over de ontvankelijkheid van de kandidaturen, rangschikt ze de ontvankelijke aanvragen overeenkomstig paragraaf 3, lid 5, en spreekt ze zich uit over hun ontvankelijkheid met betrekking tot het budget bepaald in artikel 3, § 3, van het decreet van 16 november 2023.

De Waalse Regering bepaalt het maximale subsidiebedrag dat voor elk project wordt gereserveerd door te verwijzen naar de geraamde kosten van het project, de maximaal subsidiabele kosten en het subsidiepercentage dat wordt toegepast in overeenstemming met de programmatie en de bepalingen van dit besluit.

De administratie geeft kennis van beslissing van de Waalse Regering aan de aanvragers binnen de twintig dagen na ontvangst ervan.

§ 4. Indien een geselecteerd project de in dit besluit bepaalde termijnen niet haalt of indien van het project wordt afgezien, kan de Waalse Regering het budget dat ervoor was gereserveerd opnieuw toewijzen aan in aanmerking komende projecten die niet werden geselecteerd volgens de in paragraaf 3 bepaalde prioriteitsvolgorde.

HOOFDSTUK 4. — *Bedrag van de subsidie*

Art. 8. § 1. Binnen de grenzen van de begrotingskredieten bedoeld in artikel 3 van het decreet van 16 november 2023 en bepaald door de programmering, kan een subsidie worden toegekend aan het opvangmilieu type 1.

De aard van de investeringen die in aanmerking komen voor de subsidie wordt bepaald in de programmering.

§ 2. Voor de subsidies, bedoeld in artikel 5, eerste lid, 3°, 4°, 5° en 6°, van het decreet van 16 november 2023, wordt het bedrag van de subsidie, bedoeld in het eerste lid, als volgt berekend:

1° de subsidiabele kosten van de investering, vermeerderd met het btw-percentages en een bijkomende tien procent om de indirecte kosten te dekken, worden vermenigvuldigd met het subsidiepercentage ;

2° de in aanmerking komende kosten van de investering zijn beperkt tot het maximale in aanmerking komende bedrag.

Het subsidiebedrag wordt afgerond naar het lagere tiental euro's.

§ 3. Voor de subsidies, bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1°, 2° en 7°, van het decreet van 16 november 2023, wordt het bedrag van de subsidie, bedoeld in het eerste lid, als volgt berekend:

1° de subsidiabele kosten van de investering, vermeerderd met het btw-percentage of de registratierechten, worden vermenigvuldigd met het subsidiepercentage ;

2° de in aanmerking komende kosten van de investering zijn beperkt tot het maximale in aanmerking komende bedrag.

Het subsidiebedrag wordt afgerond naar het lagere tiental euro's.

§ 4. Rekening houdend met de schommelingen van de lonen, de sociale bijdragen en de materialen, worden de maximale subsidiabele kosten geïndexeerd op het ogenblik dat de in artikel 21 bedoelde overeenkomst voor de toewijzing van de opdracht voor de aannemen van werken wordt gesloten volgens de in artikel 9 vastgestelde formule. Het wordt naar beneden afgerond op de dichtstbijzijnde tien euro en wordt vermeld in het verslag dat door de administratie wordt opgesteld en bij de minister wordt ingediend.

De geïndexeerde enveloppe bedoeld in artikel 3, § 3, van het decreet van 16 november 2023 stemt overeen met de som van de maximale subsidiabele bedragen, geïndexeerd op basis van lid 1, van elk project geselecteerd in de programmatie bedoeld in artikel 3 van het decreet van 16 november 2023, vermeerderd met de indirecte kosten en de belasting over de toegevoegde waarde met betrekking tot de subsidiabele investeringen.

Art. 9. De indexering van de maximale subsidiabele kost bedoeld in artikel 8, § 2, gebeurt op basis van de gegevens gepubliceerd door de Federale Overheidsdienst Economie volgens de volgende formule: cms (Franse afkorting) = CMS (0,40 s/S+ 0,40 i-2021/I-2021+ 0,2).

Waarbij :

1° "cms" overeenkomt met de maximale geïndexeerde subsidiabele kosten ;

2° "CMS" overeenkomt met de maximale geïndexeerde subsidiabele kosten vastgesteld door de programmatie ;

3° "s" overeenkomt met het gemiddelde uurloon voor geschoolde arbeiders, gespecialiseerde arbeiders en arbeiders, vastgesteld door het Nationaal Paritair Comité van het bouwbedrijf;

4° "S" overeenkomt met het gemiddelde uurloon voor geschoolde arbeiders, gespecialiseerde arbeiders en arbeiders, vastgesteld door het Nationaal Paritair Comité van het bouwbedrijf;

5° "i-2021" overeenkomt met de waarde van de materiaalindex I-2021 op basis van de hervorming van de Mercuriale 2021, zoals bepaald door de FOD Economie, voor de maand voorafgaand aan de datum van de opening van de aanbesteding van de overheidsopdracht voor aanneming van werken die de uitvoering van de gesubsidieerde investering mogelijk maakt;

6° "I-2021" overeenkomt met de waarde van de materiaalindex I-2021 op basis van de hervorming van de Mercuriale 2021, zoals bepaald door de FOD Economie, voor de maand voorafgaand aan de datum van de programmatie.

De uurlonen bedoeld in 3° worden verhoogd met het globaal percentage sociale lasten en verzekeringen zoals goedgekeurd door de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, tien dagen voor de opening van de aanbesteding van de overheidsopdracht voor aanneming van werken in het kader waarvan de gesubsidieerde investering zal worden uitgevoerd, en waarvan het indexcijfer overeenstemt met de categorie die van toepassing is op werkgevers die onder de Paritaire Comité van het Bouwbedrijf - Ruwbouw vallen en tussen tien en twintig werknemers tewerkstellen.

De uurlonen bedoeld in 4° worden verhoogd met het globaal percentage sociale lasten en verzekeringen zoals goedgekeurd door de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, tien dagen voor de opstart van de programmatie, en waarvan het indexcijfer overeenstemt met de categorie die van toepassing is op werkgevers die onder de Paritaire Comité van het Bouwbedrijf - Ruwbouw vallen en tussen tien en twintig werknemers tewerkstellen.

De minister kan de gegevens, vermeld in het tweede lid, 3°, 4°, 5° en 6°, aanpassen overeenkomstig de wijzigingen aangebracht door de federale wetgeving die van kracht is op het ogenblik van de indexering.

Art. 10. De in artikel 3 bedoelde subsidies worden niet toegekend voor opdrachten die worden gegund volgens de procedure bedoeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

HOOFDSTUK 5. — *Nadere regels voor en toekenning van de toelage bedoeld in artikel 5 van het decreet van 16 november 2023*

Afdeling 1. — Algemene bepaling - voorontwerp

Art. 11. De aanvrager organiseert een plenaire vergadering, die wordt vastgelegd in overleg met de administratie en ONE, op een datum vóór het verstrijken van de termijn bepaald in de kennisgeving van de beslissing bedoeld in artikel 7, § 3, negende lid.

De aanvrager nodigt iedere persoon of instelling uit die tussenbeide zou kunnen komen in de uitwerking of uitvoering van het project.

Als de subsidieaanvraag niet voor een project bedoeld is dat een wijziging van het functionele aspect van het gebouw met zich meebrengt, kan de aanvrager de administratie vragen om af te zien van de fase van de plenaire vergadering.

Art. 12. Voordat de plenaire vergadering wordt gehouden, stelt de aanvrager de administratie daarvan in kennis door middel van de door haar vastgestelde nadere regels:

1° het bijeenroepen van de plenaire vergadering ;

2° het voorontwerpdossier met :

a) het vestigingsplan;

b) plannen van elk niveau, in het formaat en op de schaal die door de administratie wordt vereist;

c) een toelichting volgens het door de administratie vastgestelde model;

f) het tijdsplan voor de verwezenlijking van het project ;

14° ieder ander door de programmatie vereist element.

De Administratie bericht ontvangst van de aanvraag binnen de vijf dagen na ontvangst van het dossier. Zij controleert of de aanvraag volledig is en vraagt de aanvrager zo nodig om de ontbrekende documenten en informatie binnen een door haar vastgestelde termijn.

Wanneer het dossier volledig is, informeert de administratie de aanvrager.

Het dossier moet ten minste vijf dagen voor de plenaire vergadering volledig zijn.

Art. 13. Binnen twintig dagen te rekenen van de plenaire vergadering zendt de aanvrager de notulen van de plenaire vergadering en eventuele plannen die zijn gewijzigd naar aanleiding van tijdens de vergadering gemaakte opmerkingen toe aan alle uitgenodigde partijen, in overeenstemming met de door de administratie vastgestelde nadere regels.

De administratie bericht ontvangst van de aanvraag binnen de vijf dagen na ontvangst ervan. Zij gaat na of het dossier volledig is en vraagt, indien nodig, de ontbrekende documenten en informatie op bij de aanvrager, die vanaf de ontvangst van het verzoek tot vervollediging tien dagen de tijd heeft om zijn dossier aan te passen en aan de administratie over te maken.

Wanneer het dossier volledig is, informeert de administratie de aanvrager.

Art. 14. De administratie en ONE gaan binnen tien dagen nadat het in artikel 13 bedoelde dossier volledig wordt geacht na of het voorontwerp beantwoordt aan de geldende normen en voorschriften en aan de in artikel 13 vastgestelde criteria, en de administratie stelt de aanvrager hiervan in kennis.

Als het voorontwerp niet conform is, heeft de aanvrager twintig dagen na ontvangst van het verzoek tot vervollediging om het te wijzigen en opnieuw een verzoek tot overeenstemming in te dienen bij de administratie.

Art. 15. Als de aanvrager functionele wijzigingen wil aanbrengen aan het voorontwerp, moet hij een aanvraag indienen bij de administratie.

De in lid 1 bedoelde aanvraag bevat alle redenen die het rechtvaardigen.

Binnen vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag onderzoekt de administratie, in overleg met ONE, de wijzigingsaanvraag in het licht van de programmeringscriteria en volgens de geldende normen en voorschriften, en stelt zij de aanvrager in kennis van de genomen beslissing.

De aanvraag wordt geacht te zijn geweigerd indien de administratie deze niet binnen de in lid 3 bedoelde termijn goedkeurt.

Art. 16. Een besluit tot intrekking van het recht op subsidie wordt genomen in geval van niet-naleving van het voorontwerp, eventueel gewijzigd overeenkomstig artikel 15.

Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen in het kader van de subsidies bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1°, 2° en 7°, van het decreet van 16 november 2023

Art. 17. § 1. Voor de subsidies bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1°, 2° en 7°, van het decreet van 16 november 2023, moet de aanvrager binnen de zestig dagen na de registratie van de aankoopakte, de erfpachtakte, het recht van opstal of de terbeschikkingstelling van het goed in het geval van een stedenbouwkundige vergunning die stedenbouwkundige lasten vastlegt, en uiterlijk op 31 december van het derde programmajaar, aan de administratie een dossier bezorgen dat bevat:

1° de beslissing van de bevoegde instantie om de aanvrager een verbintenis op te leggen;

2° het uittreksel uit het kadastraal plan;

3° indien de aanvraag betrekking heeft op de aankoop of verwerving van een zakelijk recht op een gebouw, een schatting van de marktwaarde van het goed;

4° een afschrift van de authentieke akte.

De schatting bedoeld in lid 1, 3°, wordt uitgevoerd door het aankoopcomité van onroerende goederen van het grondgebied waar het onroerend goed gelegen is, de ontvanger der registratie of, door een college samengesteld uit een notaris en een landmeter-vastgoedexpert ingeschreven op de tabel van de federale raad van landmeters-experten.

§ 2. De administratie bericht ontvangst van het dossier binnen tien dagen na ontvangst ervan. Zij gaat na of het dossier volledig is en vraagt, indien nodig, de ontbrekende documenten en informatie op bij de aanvrager, die vanaf de ontvangst van het verzoek tot vervollediging tien dagen de tijd heeft om ze in te dienen.

Wanneer het dossier volledig is, informeert de administratie de aanvrager.

Binnen de veertig dagen van de ontvangst van het volledige dossier, wordt het door de administratie onderzocht, en maakt laatstgenoemde indien nodig, haar bemerkingen over aan de aanvrager, die vanaf de ontvangst van het verzoek van de administratie tien dagen de tijd heeft om zijn dossier aan te passen en aan de administratie over te maken.

Na ontvangst van de aanvullende documenten heeft de administratie veertig dagen de tijd om deze te onderzoeken en een volledig verslag op te stellen waarin het definitieve bedrag van de subsidie wordt vastgesteld dat dan samen met het volledige dossier aan de Minister wordt overgemaakt

De Minister beslist over de aanvraag over het dossier binnen de veertigdagen na ontvangst van het verslag van de administratie.

De administratie geeft de aanvrager kennis van de beslissing van de Minister.

§ 3. Het definitieve bedrag van de subsidie wordt vastgesteld op basis van de in paragraaf 1 bedoelde gegevens, overeenkomstig het programma en de bepalingen van dit besluit.

Het definitieve bedrag van de subsidie wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 8, § 3.

Art. 18. ijkning van artikel 17, § 1, moet de aanvrager, voor de subsidies bedoeld in artikel 5, § 1, 2°, van het decreet van 16 november 2023, het dossier uiterlijk zes maanden na de datum van voltooiing van de bouw van het gebouw overmaken aan de administratie.

Art. 19. In het kader van artikel 5, eerste lid, 7°, van het decreet van 16 november 2023 kan slechts één financiële bijdrage, betaald bij het verlijden van de akten, ten laste van de toegekende subsidie worden gebracht.

Afdeling 3. — Bijzondere bepalingen in het kader van de subsidies bedoeld in artikel 5, eerste lid, 3°, 4°, 5° en 6° van het decreet van 16 november 2023

Onderafdeling 1. — Dossier voor mededinging

Art. 20. § 1. Voor de subsidies bedoeld in artikel 5, eerste lid, 3°, 4°, 5° en 6° van het decreet van 16 november 2023 moet de aanvrager zijn aanvraag tot mededinging indienen bij de administratie binnen de twaalf maanden nadat hij kennis heeft gekregen van de conformiteit van het voorontwerp.

Het dossier bevat:

1° het bijzondere bestek, dat algemene, administratieve en technische bepalingen bevat, het aanbestedingsformulier en documenten met betrekking tot gezondheid en veiligheid ;

2° de raming van de hoeveelheid opgesteld per post, in de formaten opgelegd door de administratie;

3° de bouwkundige tekeningen van elk niveau van het opvangmilieu, in het formaat en op de schaal die door de administratie wordt vereist;

4° de beslissing van het bevoegde orgaan tot goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht en de wijze van gunning ;

5° in voorkomend geval, het ontwerp van aankondiging van de opdracht;

6° als de gunningsprocedure een procedure van gunning via onderhandelingen zonder voorafgaande bekendmaking is, de lijst van de te raadplegen ondernemingen;

7° elk ander document waarom verzocht wordt door de programmatie.

§ 2. De administratie bericht ontvangst van het dossier binnen tien dagen na ontvangst ervan. Zij gaat na of het dossier volledig is en vraagt, indien nodig, de ontbrekende documenten en informatie op bij de aanvrager, die vanaf de ontvangst van het verzoek tot vervollediging twintig dagen de tijd heeft om ze in te dienen.

Wanneer het dossier volledig is, informeert de administratie de aanvrager.

Binnen de veertig dagen van de ontvangst van het volledige dossier, maakt de administratie indien nodig, haar bemerkingen over aan de aanvrager, die vanaf de ontvangst van het verzoek van de administratie twintig dagen de tijd heeft om zijn dossier aan te passen aan de gemaakte bemerkingen en aan de administratie over te maken.

De overheid valideert het mededingingsdossier en informeert de aanvrager.

Onderafdeling 2. — Gunningsdossier

Art. 21. § 1. Voor de subsidies bedoeld in artikel 5, eerste lid, 3°, 4°, 5° en 6° van het decreet van 16 november 2023 moet de aanvrager zijn aanvraag tot instemming met het gunningsdossier volgens de nadere regels vastgesteld door de administratie indienen binnen de zes maanden nadat hij kennis heeft gekregen van de validering van het mededingingsdossier.

Het aanvraagdossier omvat:

1° in geval van wijziging van het gevalideerde mededingingsdossier, het bestek, de raming van de hoeveelheden en de plannen zoals voorzien in de aanbestedingsdocumenten;

2° een afschrift van de aankondiging(en) van de opdracht, indien de gekozen procedure dit vereist;

3° het verslag van de opening van de ingediende offertes;

4° het verslag van de projectontwerper omtrent de aanbesteding, bestaande uit:

a) de verificatie van toegangsrechten ;

b) de verificatie van de kwalitatieve selectie;

c) de analyse van de regelmatigheid van de offertes in overeenstemming met de wetgeving inzake overheidsopdrachten;

d) de analyse van de veiligheidscoördinator ;

e) de vergelijkende tabel van de offertes in het door de administratie voorgeschreven formaat;

5° de beslissing van de bouwheer tot aanwijzing van de geselecteerde inschrijver en het bedrag van de goedgekeurde offerte, met gedetailleerde vermelding van de gekozen opties;

6° het basisoverzicht van de bestelhoeveelheid, opgesplitst tussen het gedeelte dat betrekking heeft op het opvangmilieu type 1 en eventuele andere functies, in het door de administratie opgelegde formaat;

7° de offerte van de geselecteerde inschrijver en al zijn bijlagen;

8° in voorkomend geval, de documenten die opgevraagd worden in de validering van het mededingingsdossier;

9° het bewijs van het zakelijk recht op het goed dat het voorwerp uitmaakt van de aanvraag indien dit niet eerder werd geleverd;

10° de stedenbouwkundige vergunning;

11° elk ander document waarom verzocht wordt door de programmatie.

§ 2. De administratie bericht ontvangst van de aanvraag binnen tien dagen na ontvangst van het dossier. Zij gaat na of het dossier volledig is en vraagt, indien nodig, de ontbrekende documenten en informatie op bij de aanvrager, die vanaf de ontvangst van het verzoek tot vervollediging tien dagen de tijd heeft om ze in te dienen.

Wanneer het dossier volledig is, informeert de administratie de aanvrager.

Binnen de veertig dagen van de ontvangst van het volledige dossier, maakt de administratie haar bemerkingen over aan de aanvrager, die vanaf de ontvangst van het verzoek van de administratie twintig dagen de tijd heeft om zijn gunningsdossier aan te passen aan de gemaakte bemerkingen en aan de administratie over te maken.

De administratie stelt over het gunningsdossier een verslag op dat ze binnen veertig dagen na ontvangst van het volledige dossier, vergezeld van het toekenningsdossier, aan de Minister bezorgt.

De Minister beslist over het gunningsdossier binnen de veertigdagen na ontvangst van het verslag van de administratie en informeert de aanvrager.

Onderafdeling 3. — Uitvoering van de werken

Art. 22. § 1. Voor de subsidies bedoeld in artikel 5, eerste lid, 3°, 4°, 5° en 6° van het decreet van 16 november 2023 moet de subsidie-aanvrager de inschrijven kennis geven van de gunning binnen een termijn van veertig dagen te rekenen van de kennisname van de beslissing tot goedkeuring van het gunningsdossier bedoeld in artikel 21.

De aanvrager bezorgt de administratie onverwijld het afschrift van de kennisgeving van de gunning van de opdracht en van de opdracht tot het aanvangen van de werken.

§ 2. De aanvrager moet de administratie ten minste tien dagen voor de vastgestelde datum op de hoogte brengen van de datum van voorlopige oplevering van het werk.

Onderafdeling 4. — Definitief subsidiebedrag

Art. 23. § 1. Voor de subsidies bedoeld in artikel 5, eerste lid, 3°, 4°, 5° en 6° van het decreet van 16 november 2023 moet de aanvrager indienen bij de administratie binnen de zes maanden na de voorlopige oplevering van de werken, een dossier dat het volgende bevat:

1° de eindafrekeningen van de aannemers, met inbegrip van het detail van de berekening van de herziening per staat van vordering;

2° de beraadslaging van de opdrachtgever waarbij de eindafrekening wordt goedgekeurd;

3° het proces-verbaal van de voorlopige oplevering;

4° de facturen voor elke voortgangsfase en de eindfactuur;

5° het verslag, opgemaakt post per post, met verantwoordingen van de overschrijdingen, met meer dan tien p.c., van de vermoedelijke hoeveelheden van de posten van de initiële opdracht;

6° een verslag, met inbegrip van een afschrift van de beraadslagingen en eventuele aanhangsels waarin alle, post per post omstandig omschreven, werken waardoor de initiële opdracht wijzigingen onderging, vermeld worden;

7° de berekening van de termijn voor de uitvoering van de werken, met inbegrip van de eventuele bevelen tot onderbreking en hervatting van de werken, alsook, in voorkomend geval, de rechtvaardigingen inzake de bijkomende termijnen en de berekening van de verdragingsboetes;

8° een door de subsidieaanvrager ondertekende verklaring op erewoord waaruit blijkt dat:

a) dat hij de subsidie gebruikt voor de doeleinden waarvoor ze hem toegekend wordt ;

b) zij geen andere bron van subsidiëring ontvangt voor de kosten en uitgaven die door de subsidie worden gedekt, of dat de totale subsidies niet meer bedragen dan honderd procent van de kosten van de gesubsidieerde investering;

c) dat hij de administratie kennis gegeven heeft van elk element waarvan hij kennis heeft en dat een weerslag kan hebben op de uitbetaling of de berekening van het subsidiebedrag.

§ 2. De administratie bericht ontvangst van het dossier binnen tien dagen na ontvangst ervan. Zij gaat na of het dossier volledig is en vraagt, indien nodig, de ontbrekende documenten en informatie op bij de aanvrager, die vanaf de ontvangst van het verzoek tot vervollediging tien dagen de tijd heeft om ze in te dienen.

Wanneer het dossier volledig is, informeert de administratie de aanvrager.

Binnen de zestig dagen van de ontvangst van het volledige dossier, analyseert de administratie het eindafrekeningsdossier en maakt ze indien nodig haar bemerkingen over aan de aanvrager, die vanaf de ontvangst van het verzoek van de administratie twintig dagen de tijd heeft om het eindafrekeningsdossier aan te passen aan de gemaakte bemerkingen en aan de administratie over te maken.

Na ontvangst van de aanvullende documenten heeft de administratie veertig dagen de tijd om deze te onderzoeken en een volledig verslag op te stellen waarin het definitieve bedrag van de subsidie wordt vastgesteld dat dan samen met het volledige dossier aan de Minister wordt overgemaakt

De Minister keurt het bedrag van de subsidie goed binnen veertigdagen na ontvangst van het verslag van de administratie.

De administratie geeft de aanvrager kennis van de beslissing van de Minister.

§ 3. Het dossier wordt uiterlijk binnen de zes jaar volgend op einde van de programmering waaronder het project valt bij de administratie ingediend om in overweging te worden genomen.

§ 4. Het definitieve bedrag van de subsidie wordt vastgesteld op basis van de in paragraaf 1 bedoelde gegevens, overeenkomstig het programma en de bepalingen van dit besluit.

De herziening van de prijzen van de overheidsopdracht pro rata van de in aanmerking komende kosten van de investering, alsmede de bijkomende, bijkomende of aanvullende werkzaamheden indien deze niet konden worden voorzien in het stadium van de gunning, worden in aanmerking genomen in de in aanmerking komende kosten van de investering, binnen de grenzen van het maximale in aanmerking komende bedrag, geïndexeerd overeenkomstig artikel 8, § 4.

Het definitieve bedrag van de subsidie wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 8, § 2.

Afdeling 4. — Procedure.

Art. 24. § 1. Teneinde de goede uitvoering van het programma te garanderen, kan de aanvrager, uitsluitend in het kader van artikel 11, lid 1, artikel 17, § 1, eerste lid, artikel 17, § 2, derde lid, artikel 20, § 1, eerste lid, artikel 21, § 2, derde lid, en artikel 23, § 2, derde lid, op gemotiveerd verzoek, aan de administratie een verlenging van de termijnen vragen.

Indien door de administratie geen antwoord binnen de termijn wordt gegeven, wordt de aanvraag geweigerd geacht.

§ 2. Met het oog op een goede uitvoering van het programma worden de in artikel 11, eerste lid, en artikel 20, § 1, eerste lid, bedoelde termijnen met niet meer dan zes maanden verlengd.

Met het oog op een goede uitvoering van het programma worden de in artikel 21, § 1, eerste lid, bedoelde termijn met niet meer dan drie maanden verlengd.

Art. 25. Met oog op een goede uitvoering van het programma wordt een besluit tot intrekking van het recht op subsidie genomen indien de termijnen als bedoeld in artikel 11, lid 1, artikel 14, lid 2, artikel 17, § 1, lid 1, artikel 17, § 2, lid 3, artikel 18, artikel 20, § 1, lid 1, en § 2, lid 3, artikel 21, § 1, lid 1, en § 2, lid 3, artikel 23, § 1 lid 1, artikel 23, § 2, lid 3, en artikel 23, § 3 eventueel verlengd overeenkomstig artikel 24, behalve bij het zich voordoen van een gebeurtenis of omstandigheid buiten de wil van de aanvrager of van de personen die namens hem betrokken zijn bij de voorbereiding of de uitvoering van het project en op een naar behoren gemotiveerd verzoek.

Art. 26. In afwijking van de artikelen 11, 13, 20 en 21 kan de administratie, afhankelijk van de bijzonderheden van het geselecteerde project, wijzigingen van de volgorde en de procedures van de fasen van de procedure toestaan.

Wanneer wijzigingen worden toegepast overeenkomstig lid 1, past de administratie de lijst van bewijsstukken aan die vereist zijn voor de betaling van de subsidie.

HOOFDSTUK 6. — *Vereffening van de subsidie*

Art. 27. § 1. De subsidies bedoeld in artikel 5, 3°, 4° en 5°, van het decreet van 16 november 2023 worden uitbetaald in vier voorschotten en een saldo als volgt:

1° een voorschot ten belope van tien procent van de subsidiatoewijzing die werd vastgelegd bij de kennisgeving van de selectie van de projecten, en dit uiterlijk veertig dagen na de kennisgeving van de selectie van de projecten;

2° een tweede voorschot ten belope van tien procent van de subsidiatoewijzing die werd vastgelegd bij de kennisgeving van de selectie van de projecten, uiterlijk één jaar na de kennisgeving van de selectie van de projecten en voor zover de administratie het voorontwerpdossier heeft goedgekeurd;

3° een derde voorschot ten belope van tien procent van de subsidiatoewijzing die werd vastgelegd bij de kennisgeving van de selectie van de projecten, uiterlijk twee jaar na de kennisgeving van de selectie van de projecten en voor zover de administratie het dossier van de concurrerende inschrijving heeft goedgekeurd;

4° een vierde voorschot ten belope van vijftig procent van de subsidiatoewijzing die werd vastgelegd bij de kennisgeving van de selectie van de projecten, uiterlijk drie jaar na de kennisgeving van de selectie van de projecten en voor zover de werkzaamheden zijn aangevat;

5° het saldo van de subsidie bepaald in artikel 23, § 4, binnen de zes maanden na de mededeling van het definitieve subsidiebedrag en uiterlijk op 31 december van het laatste programmajaar.

§ 2. De subsidies bedoeld in artikel 5, 6°, van het decreet van 16 november 2023 worden uitbetaald als volgt:

1° een voorschot ten belope van dertigprocent van de subsidiatoewijzing die werd vastgelegd bij de kennisgeving van de selectie van de projecten, en dit uiterlijk veertig dagen na de kennisgeving van de selectie van de projecten;

2° het saldo van de subsidie bepaald in artikel 23, § 4, binnen de zes maanden na de mededeling van het definitieve subsidiebedrag en uiterlijk op 31 december van het laatste programmajaar.

§ 3. De subsidies bedoeld in artikel 5, 1°, 2° en 7°, van het decreet van 16 november 2023 worden uitbetaald als volgt:

1° een voorschot ten belope van dertig procent van de subsidiatoewijzing die werd vastgelegd bij de kennisgeving van de selectie van de projecten, en dit uiterlijk veertig dagen na de kennisgeving van de selectie van de projecten;

2° het saldo van de subsidie bepaald in artikel 17, § 3, binnen de zes maanden na de mededeling van het definitieve subsidiebedrag en uiterlijk op 31 december van het laatste programmajaar.

§ 4. In afwijking van de paragrafen 1 wordt, indien de aanvrager de administratie niet uiterlijk op 31 oktober van het laatste programmajaar alle informatie heeft verstrekt die nodig is om het definitieve subsidiebedrag vast te stellen, uiterlijk op 31 december van het laatste programmajaar een vijfde voorschot betaald ten bedrage van tien procent van de bij de kennisgeving van de selectie van projecten vastgestelde subsidie.

Het saldo van de subsidie bepaald in artikel 23, § 4, wordt uitbetaald binnen de zes maanden na de mededeling van het definitieve subsidiebedrag.

§ 5. In afwijking van de paragrafen 2 en 3 wordt, indien de aanvrager de administratie niet uiterlijk op 31 oktober van het laatste programmajaar alle informatie heeft verstrekt die nodig is om het definitieve subsidiebedrag vast te stellen, uiterlijk op 31 december van het laatste programmajaar een tweede voorschot betaald ten bedrage van vijftigprocent van de bij de kennisgeving van de selectie van projecten vastgestelde subsidie.

Het saldo van de subsidie bepaald in artikel 23, § 4, wordt uitbetaald binnen de zes maanden na de mededeling van het definitieve subsidiebedrag.

HOOFDSTUK 7. — *Overdracht van beheer van het opvangmilieu type 1*

Art. 28. De subsidieaanvrager die besluiten het beheer van het opvangmilieu toe te vertrouwen aan een opvangmilieu type 1 nadat hun project is geselecteerd, moeten onverwijld aan de administratie overmaken:

1° voor de opvangmilieus type 1 bedoeld in artikel 2, 10°, a) en b), van het decreet van 16 november 2023, ofwel een afschrift van de toelating van ONE, ofwel een afschrift van de beslissing tot toekenning van het recht op subsidies, ofwel een principieel akkoord van ONE over de omvorming van een opvangmilieu type 2 tot opvangmilieu type 1 op het einde van de programmatie;

2° voor de opvangmilieus type 1 bedoeld in artikel 2, 10°, c), van het decreet van 16 november 2023, een afschrift van de erkenning en het ministerieel besluit tot subsidieverlening aan het opvangtehuis;

3° een verbintenis om de duur van de bestemming van het gebouw te respecteren in overeenstemming met artikel 6 van het decreet van 16 november 2023;

4° een verklaring op eer met betrekking tot de naleving van de reglementering die van toepassing is op de beheersmethode en op de terbeschikkingstelling van het gesubsidieerde goed aan het opvangmilieu type 1;

5° een verbintenis om het beheer van het opvangmilieu type 1 te hervatten of om een andere beheerder van het opvangmilieu te vinden als het beheer van het opvangmilieu type 1 niet langer verzekerd is.

HOOFDSTUK 8. — *Dringende noodzakelijkheid*

Art. 29. Een subsidie kan buiten de in artikel 5 bedoelde programmeringsperiode worden toegekend aan een aanvrager die aan alle in artikel 3 bedoelde criteria voldoet.

Art. 30. § 1. De aanvrager dient een aanvraagdossier in bij de administratie volgens de door de haar vastgestelde procedures.

Het dossier bevat de informatie bedoeld in artikel 7, tweede lid, met uitzondering van 15°, alsook alle informatie die nodig is om aan te tonen dat de dringende noodzakelijkheid het gevolg is van gebeurtenissen die voor het opvangmilieu van type 1 niet te voorzien waren en die niet aan haar kunnen worden toegeschreven.

§ 2. De administratie bericht ontvangst van het dossier binnen tien dagen na ontvangst ervan. Zij gaat na of het dossier volledig is en vraagt, indien nodig, de ontbrekende documenten en informatie op bij de aanvrager, die vanaf de ontvangst van het verzoek tot vervollediging tien dagen de tijd heeft om ze in te dienen.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van het volledige dossier analyseert de administratie het, stelt een verslag op en stuurt het naar de minister.

De Minister beslist over de aanvraag, stelt eventueel het bedrag van de subsidie en de in aanmerking komende uitgaven vast binnen vijftien dagen na ontvangst van het verslag van de administratie.

De administratie geeft kennis van de beslissing van de Minister binnen tien dagen van de ontvangst ervan.

Art. 31. § 1. De subsidies bedoeld in artikel 5, 3°, 4° en 5°, van het decreet van 16 november 2023 en toegekend overeenkomstig artikel 30 worden uitbetaald in vier voorschotten en een saldo als volgt:

1° een voorschot ten belope van tien procent van de subsidie-enveloppe vastgesteld op het ogenblik van de kennisgeving bedoeld in artikel 30, § 2, vierde lid, uiterlijk veertig dagen na de kennisgeving ;

2° een tweede voorschot ten belope van tien procent van de subsidie-enveloppe vastgesteld op het ogenblik van de kennisgeving bedoeld in artikel 30, § 2, vierde lid, uiterlijk veertig dagen na goedkeuring van het voorontwerp-dossier ;

3° een derde voorschot ten belope van tien procent van de subsidie-enveloppe vastgesteld op het ogenblik van de kennisgeving bedoeld in artikel 30, § 2, vierde lid, uiterlijk veertig dagen na goedkeuring van het dossier van de concurrerende inschrijving ;

4° een vierde voorschot ten belope van vijftig procent van de subsidie-enveloppe vastgesteld op het ogenblik van de kennisgeving bedoeld in artikel 30, § 2, vierde lid, uiterlijk veertig dagen na aanvatting van de werkzaamheden ;

5° het saldo van de subsidie bepaald in artikel 23, § 4, binnen de zes maanden na de mededeling van het definitieve subsidiebedrag.

De subsidies bedoeld in artikel 5, 1°, 2° en 7°, van het decreet van 16 november 2023 en toegekend overeenkomstig artikel 30 worden uitbetaald als volgt:

1° een voorschot ten belope van dertigprocent van de subsidie-enveloppe vastgesteld op het ogenblik van de kennisgeving bedoeld in artikel 30, § 2, vierde lid, uiterlijk veertig dagen na de kennisgeving ;

2° het saldo van de subsidie bepaald in artikel 17, § 3, binnen de zes maanden na de mededeling van het definitieve subsidiebedrag.

§ 2. De procedures van de artikelen 11 tot en met 26 en artikel 28 zijn van toepassing op de toekenning van de subsidie bedoeld in artikel 29, volgens de procedures en binnen de termijnen die door de administratie worden vastgesteld op basis van de vereisten van dringende noodzakelijkheid.

TITEL 3. — *Opvangmilieus type 2*

HOOFDSTUK 1. — *Bedrag en toekenningscriteria van de subsidie*

Art. 32. Binnen de grenzen van de begrotingskredieten kan aan de aanvrager een subsidie worden toegekend voor :

1° de aankoop van uitrustingen die specifiek zijn voor de activiteit van het opvangmilieu in rechtstreeks verband met de opvangruimte bedoeld in artikel 9, § 1r, van het decreet van 16 november 2023, waarvan de lijst is opgenomen in bijlage 1 ;

2° de beveiligingswerken in rechtstreeks verband met de opvangruimte bedoeld in artikel 9, § 2 en § 3, van het decreet van 16 november 2023, waarvan de lijst is opgenomen in bijlage 2 ;

3° de werken voor energieprestaties en gezondheid van het gebouw in rechtstreeks verband met de opvangruimte bedoeld in artikel 9, § 3, van het decreet van 16 november 2023, waarvan de lijst is opgenomen in bijlage 3.

Om de subsidie bedoeld in paragraaf 1, 3°, te kunnen ontvangen, moet de aanvrager, wanneer de subsidieaanvraag betrekking heeft op een project waarvoor hij een subsidie heeft ontvangen krachtens het decreet van 16 november 2023 en dit besluit voor hetzelfde doel en voor het geheel of een deel van hetzelfde gebouw, de afschrijvingsperiode bedoeld in artikel 9, § 3, tweede lid, van het decreet van 16 november 2023 hebben voltooid.

Art. 33. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten is het bedrag van de in artikel 32 bedoelde subsidie gelijk aan dertig procent van de overeenkomstig de bijlagen 1, 2 en 3 toegekende subsidiabele uitgaven.

Het in lid 1 bedoelde bedrag wordt naar het hogere tental afgerond.

Art. 34. Om in aanmerking te komen voor de in artikel 32 bedoelde vergoeding, voldoet de aanvrager aan de volgende criteria :

1° de aanvrager voldoet aan de reglementering inzake :

a) de opvangmilieus georganiseerd door ONE ; ;

b) de energieprestatie van een gebouw:

c) de ruimtelijke ordening;

j) de brandveiligheid ;

e) de veiligheid van de voedselketen;

2° voor de subsidies bedoeld in artikel 32, eerste lid, 3°, is de aanvrager houder van een zakelijk recht op het gebouw dat ten minste de periode van tien jaar bedoeld in artikel 8, § 3, tweede lid, van het decreet van 16 november 2023 bestrijkt, of verbindt zich ertoe dit uiterlijk te zijn op het ogenblik van de indiening van de aanvraag tot betaling van de subsidie;

voor de subsidies bedoeld in artikel 32, eerste lid, 3°, volgt de aanvrager de aanbevelingen van de audit uitgevoerd op basis van dit besluit;

4° voor de subsidies, vermeld in artikel 32, eerste lid, 2° en 3°, van ONE een gunstig advies hebben ontvangen over het project.

HOOFDSTUK II. — *Toekenningsvoorwaarden van de subsidie*

Afdeling 1. — Aanschaf van specifiek materieel voor de activiteit in het opvangmilieu

Art. 35. § 1. Om in aanmerking te komen voor de subsidie bedoeld in artikel 32, eerste lid, 1°, dient de aanvrager bij de administratie een aanvraag in, overeenkomstig de door de administratie vastgestelde procedures, die moet bevatten :

1° een afschrift van ofwel de toelating van O.N.E., ofwel het akkoord van O.N.E. voor de opening van de opvangruimte voor weddetrekkend opvangpersoneel, ofwel de ontvangstbevestiging van O.N.E. van het volledige dossier voor de oprichting van een nieuw opvangmilieu;

2° een verbintenis van de aanvrager om de toelatingsnormen vastgelegd door O.N.E. na te leven. ;

3° afschrift van gedetailleerde facturen voor aangekocht materiaal ;

4° het betaalbewijs voor de ingediende facturen ;

5° een attest ter identificatie van de rekeninghouder, afgekort RIB ;

6° een verklaring op erewoord waarin de aanvrager bewijst:

a) dat hij de subsidie gebruikt voor de doeleinden waarvoor ze hem toegekend worden ;

b) dat hij geen andere bron van subsidiëring ontvangt voor de kosten en uitgaven die door de subsidie worden gedekt, of dat de totale subsidies niet meer bedragen dan honderd procent van de kosten van de gesubsidieerde investering;

c) dat hij de administratie kennisgegeven heeft van elk element waarvan hij kennis heeft en dat een weerslag kan hebben op de uitbetaling of de berekening van het subsidiebedrag.

§ 2. De administratie bericht ontvangst van de aanvraag binnen tien dagen na ontvangst van het dossier. Zij gaat na of het dossier volledig is en vraagt, indien nodig, de ontbrekende documenten en informatie op bij de aanvrager, die vanaf de ontvangst van het verzoek tot vervollediging tien dagen de tijd heeft om ze in te dienen.

Wanneer het dossier volledig is, informeert de administratie de aanvrager.

Binnen veertig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag zal de administratie de aanvraag analyseren en bepalen welke elementen in aanmerking komen voor subsidie in overeenstemming met bijlage 1.

Zij zal alle opmerkingen doorsturen naar de aanvrager, die vanaf de ontvangst twintig dagen de tijd heeft om schriftelijke opmerkingen te maken en eventuele aanvullende informatie te verstrekken. Zodra deze termijn is verstreken, gaat de administratie ervan uit dat de aanvrager akkoord gaat met de gemaakte opmerkingen.

De administratie heeft dertig dagen na ontvangst van de opmerkingen en aanvullende informatie om de ontvangen opmerkingen en aanvullende documenten te analyseren en een verslag op te stellen over het aanvraagdossier, dat ze samen met het volledige dossier naar de minister stuurt.

De Minister beslist over de aanvraag voor de subsidie binnen negentig dagen na ontvangst van het verslag van de administratie.

De administratie geeft kennis van zijn beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van twintig dagen na ontvangst ervan.

Indien het berekende bedrag hoger is dan het bedrag waarboven een advies van de Inspectie van Financiën is vereist, wordt de in lid 6 bedoelde termijn met veertig dagen verlengd.

Afdeling 2. — Werkzaamheden ter beveiliging van de opvangruimten

Art. 36. § 1. Om in aanmerking te komen voor de subsidie bedoeld in artikel 32, eerste lid, 2°, dient de aanvrager bij de administratie een aanvraag in, overeenkomstig de door de administratie vastgestelde procedures, die moet bevatten :

1° een afschrift van ofwel de toelating van O.N.E., ofwel het akkoord van O.N.E. voor de opening van de opvangruimte voor weddetrekkend opvangpersoneel, ofwel de ontvangstbevestiging van O.N.E. van het volledige dossier voor de oprichting van een nieuw opvangmilieu;

2° de rapporten van O.N.E. en de brandpreventiedienst die de vereiste veiligheidswerken bevatten;

3° een verbintenis van de aanvrager om de toelatingsnormen vastgelegd door O.N.E. na te leven. ;

4° een raming van de totale kostprijs van de geplande werkzaamheden;

5° een attest ter identificatie van de rekeninghouder, afgekort RIB ;

6° het gunstig advies van ONE. ;

7° een verklaring op erewoord waarin de aanvrager bewijst:

a) dat hij de subsidie gebruikt voor de doeleinden waarvoor ze hem toegekend worden ;

b) dat hij geen andere bron van subsidiëring ontvangt voor de kosten en uitgaven die door de subsidie worden gedekt, of dat de totale subsidies niet meer bedragen dan honderd procent van de kosten van de gesubsidieerde investering;

c) dat hij de administratie kennisgegeven heeft van elk element waarvan hij kennis heeft en dat een weerslag kan hebben op de uitbetaling of de berekening van het subsidiebedrag.

§ 2. De administratie bericht ontvangst van de aanvraag binnen tien dagen na ontvangst van het dossier. Zij gaat na of het dossier volledig is en vraagt, indien nodig, de ontbrekende documenten en informatie op bij de aanvrager, die vanaf de ontvangst van het verzoek tot vervollediging tien dagen de tijd heeft om ze in te dienen.

Wanneer het dossier volledig is, informeert de administratie de aanvrager.

Binnen veertig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag zal de administratie de aanvraag analyseren en bepalen welke elementen in aanmerking komen voor subsidie in overeenstemming met bijlage 2.

Zij zal alle opmerkingen doorsturen naar de aanvrager, die vanaf de ontvangst twintig dagen de tijd heeft om schriftelijke opmerkingen te maken en eventuele aanvullende informatie te verstrekken.

Zodra deze termijn is verstreken, gaat de administratie ervan uit dat de aanvrager akkoord gaat met de gemaakte opmerkingen.

De administratie heeft dertig dagen na ontvangst van de opmerkingen en aanvullende informatie om de ontvangen opmerkingen en aanvullende documenten te analyseren en een verslag op te stellen over het aanvraagdossier, dat ze samen met het volledige dossier naar de minister stuurt.

De Minister beslist over de aanvraag voor de subsidie binnen twintig dagen na ontvangst van het verslag van de administratie.

De administratie geeft kennis van zijn beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van twintig dagen na ontvangst ervan.

Indien het berekende bedrag hoger is dan het bedrag waarboven een advies van de Inspectie van Financiën is vereist, wordt de in lid 7 bedoelde termijn met veertig dagen verlengd.

Afdeling 3. — Werken aan de energieprestaties en gezondheid van kinderdagverblijven

Art. 37. § 1. Om in aanmerking te komen voor de subsidie bedoeld in artikel 32, eerste lid, 3°, dient de aanvrager bij de administratie een aanvraag in, overeenkomstig de door de administratie vastgestelde procedures, die moet bevatten :

1° een afschrift van ofwel de toelating van O.N.E., ofwel het akkoord van O.N.E. voor de opening van de opvangruimte voor weddetrekkend opvangpersoneel, ofwel de ontvangstbevestiging van O.N.E. van het volledige dossier voor de oprichting van een nieuw opvangmilieu;

2° als de aanvraag beveiligingswerken beoogt, de rapporten van O.N.E. en de brandpreventiedienst die de vereiste veiligheidswerken bevatten;

3° een verbintenis van de aanvrager om de toelatingsnormen vastgelegd door O.N.E. na te leven. ;

4° een attest ter identificatie van de rekeninghouder, afgekort RIB ;

5° een raming van de totale kostprijs van de geplande werkzaamheden;

6° het gunstig advies van ONE. ;

7° een verklaring op erewoord waarin de aanvrager bewijst:

a) dat hij de subsidies gebruikt voor de doeleinden waarvoor ze hem toegekend worden ;

b) dat hij geen andere bron van subsidiëring ontvangt voor de kosten en uitgaven die door de subsidie worden gedekt, of dat de totale subsidies niet meer bedragen dan honderd procent van de kosten van de gesubsidieerde investering;

c) dat hij de administratie kennis zal geven elk element waarvan hij kennis heeft en dat een weerslag kan hebben op de uitbetaling of de berekening van het subsidiebedrag.

§ 2. De werkzaamheden kunnen pas worden besteld nadat de minister de subsidieaanvraag heeft goedgekeurd, op straffe van verval van het recht op subsidie.

§ 3. De administratie bericht ontvangst van de aanvraag binnen tien dagen na ontvangst van het dossier. Zij gaat na of het dossier volledig is en vraagt, indien nodig, de ontbrekende documenten en informatie op bij de aanvrager, die vanaf de ontvangst van het verzoek tot vervollediging tien dagen de tijd heeft om ze in te dienen.

Wanneer het dossier volledig is, informeert de administratie de aanvrager en voert ze een audit uit van het gebouw waarin het opvangmilieu van type 2 zich bevindt en waarop de aanvraag betrekking heeft, volgens de door de administratiebepaalde procedures.

Binnen zestig dagen na ontvangst van het auditverslag zal de administratie de aanvraag analyseren en bepalen welke elementen in aanmerking komen voor subsidie in overeenstemming met bijlage 3, rekening houdend met de aanbevelingen van het auditverslag.

Zij zal alle opmerkingen en het auditverslag doorsturen naar de aanvrager, die vanaf de ontvangst twintig dagen de tijd heeft om schriftelijke opmerkingen te maken en eventuele aanvullende informatie te verstrekken of eventuele wijzigingen mede te delen.

Zodra deze termijn is verstreken, gaat de administratie ervan uit dat de aanvrager akkoord gaat met de gemaakte opmerkingen.

De administratie heeft dertig dagen na ontvangst van de opmerkingen en aanvullende informatie om de ontvangen opmerkingen en aanvullende documenten te analyseren en een verslag op te stellen over het aanvraagdossier, dat ze samen met het volledige dossier naar de minister stuurt.

De Minister beslist over de aanvraag voor de subsidie binnen veertigdagen na ontvangst van het verslag van de administratie.

De administratie geeft kennis van zijn beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van twintig dagen na ontvangst ervan.

Indien het berekende bedrag hoger is dan het bedrag waarboven een advies van de Inspectie van Financiën is vereist, wordt de in lid 7 bedoelde termijn met veertig dagen verlengd.

HOOFDSTUK 3. — Vereffening van de subsidie

Art. 38. § 1. Zodra de werkzaamheden, vermeld in artikel 32, eerste lid, 2° en 3°, zijn uitgevoerd, dient de aanvrager bij de overheid een aanvraag tot uitbetaling van de subsidie in volgens de door de overheid vastgestelde procedures.

De aanvraag omvat :

1° afschrift van gedetailleerde facturen voor uitgevoerde werken ;

2° het betaalbewijs voor de ingediende facturen ;

3° een gunstig advies van O.N.E. over het uitgevoerde werk;

4° een door de aanvrager ondertekende verklaring op erewoord waaruit blijkt dat:

a) dat hij de subsidie gebruikt voor de doeleinden waarvoor ze hem toegekend wordt ;

b) zij geen andere bron van subsidiëring ontvangt voor de kosten en uitgaven die door de subsidie worden gedekt, of dat de totale subsidies niet meer bedragen dan honderd procent van de kosten van de gesubsidieerde investering;

c) dat hij de administratie kennis gegeven heeft van elk element waarvan hij kennis heeft en dat een weerslag kan hebben op de uitbetaling of de berekening van het subsidiebedrag.

§ 2. De administratie bericht ontvangst van de aanvraag binnen tien dagen na ontvangst van het dossier. Zij gaat na of het dossier volledig is en vraagt, indien nodig, de ontbrekende documenten en informatie op bij de aanvrager, die vanaf de ontvangst van het verzoek tot vervollediging tien dagen de tijd heeft om ze in te dienen.

Wanneer het dossier volledig is, informeert de administratie de aanvrager.

Binnen twintig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag zal de administratie de aanvraag analyseren en bepalen welke elementen in aanmerking komen voor subsidie in overeenstemming met bijlagen 1, 2 en 3, evenals het definitieve subsidiebedrag.

De administratie zal alle opmerkingen doorsturen naar de aanvrager, die vanaf de ontvangst twintig dagen de tijd heeft om schriftelijke opmerkingen te maken en eventuele aanvullende informatie te verstrekken.

De administratie heeft dertig dagen na ontvangst van de opmerkingen en aanvullende informatie om de ontvangen opmerkingen en aanvullende documenten te analyseren en een verslag op te stellen over dat het definitieve subsidiebedrag bepaalt, dat ze samen met het volledige dossier naar de minister stuurt.

De Minister beslist over de aanvraag voor de subsidie binnen veertigdagen na ontvangst van het verslag van de administratie.

De administratie geeft kennis van zijn beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van twintig dagen na ontvangst ervan.

§ 3. Het definitieve bedrag van de subsidie overschrijdt het bedrag dat voorlopig is vastgesteld bij het besluit van de minister bedoeld in de artikelen 36, § 2, en 37, § 3, met niet meer dan vijftien procent.

Art. 39. § 1. De subsidies bedoeld in artikel 32, eerste lid, 2° en 3°, worden betaald volgens de beschikbare begrotingskredieten.

§ 2. De subsidies bedoeld in artikel 32, lid 1, 1°, van het decreet van 16 november 2023 worden uitbetaald als volgt:

1° een voorschot ten belope van dertig procent van de subsidietoewijzing die werd vastgelegd bij de kennisgeving van de aanvaarding van de projecten, en dit uiterlijk veertig dagen na de kennisgeving ervan;

2° het saldo van zeventig procent van de subsidie, binnen veertig dagen na de datum waarop de administratie de eindfactuur ontvangt.

§ 3. De subsidies bedoeld in artikel 32, eerste lid, 1° en 2°, worden betaald binnen zestig dagen nadat de administratie in kennis is gesteld van de beslissing van de minister.

§ 4. In afwijking van paragraaf 3 kunnen, wanneer de aanvrager daarom verzoekt bij de administratie, de subsidies bedoeld in artikel 32, lid 1, 1°, in twee schijven worden vereffend overeenkomstig paragraaf 2.

In dergelijke gevallen is de procedure van de artikelen 37 en 38 van toepassing.

TITEL 4. — *Opschorting, intrekking en terugvordering van de subsidie*

Art. 40. De subsidie zal geheel of gedeeltelijk door de administratie worden teruggevorderd wanneer :

1° het project waarvoor een subsidie wordt toegekend krachtens dit besluit geheel of gedeeltelijk wordt gefinancierd door een verzekering ;

2° de aanvrager geniet van een andere subsidiebron voor de kosten en uitgaven gedekt door de subsidie;

3° het totale bedrag van de door de aanvrager ontvangen subsidies hoger is dan honderd procent van de kosten van de gesubsidieerde investering.

Art. 41. In geval van niet-naleving van de bepalingen vastgesteld bij en krachtens het decreet van 16 november 2023 en dit besluit, kan de minister de betaling van de subsidie schorsen, de beslissing tot toekenning van de subsidie intrekken of de betaalde subsidie geheel of gedeeltelijk terugvorderen, overeenkomstig artikel 13 van de wet van 16 mei 2003 houdende de algemene bepalingen van toepassing op de begrotingen, de controle van de subsidies en de boekhouding van de gemeenschappen en gewesten, alsook de organisatie van de controle van het Rekenhof en artikel 61 van het decreet van 15 december 2011 houdende de organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsadministraties.

Art. 42. § 1. Als de administratie een voorstel tot opschorting van de uitbetaling van de subsidie of tot intrekking van de beslissing tot toekenning van de subsidie of tot terugvordering van het geheel of een deel van de uitbetaalde subsidie formuleert, geeft ze de subsidiegerechtigde kennis van dat voorstel, alsook van de ingeroepen motieven. Ze wijst hem erop dat hij vanaf de datum van ontvangst van de kennisgeving over een termijn van twintig dagen beschikt om zijn dossier in te kijken en om zijn opmerkingen in een schrijven te laten gelden.

§ 2. De subsidiegerechtigde kan desgewenst binnen de in paragraaf 1 genoemde termijn verzoeken om door de administratie te worden gehoord.

Hiertoe zal de administratie de begunstigde oproepen en de plaats en tijd van de hoorzitting aangeven.

De oproeping vermeldt de mogelijkheid om zich door een raadsman te laten bijstaan.

De begunstigde kan uitstel van de hoorzitting aanvragen.

De afwezigheid of de weigering te verschijnen of zijn verweermiddelen aan te voeren wordt in het proces-verbaal van verhoor geacteerd.

De administratie vult het dossier aan met de schriftelijke opmerkingen van de beheerder en met het proces-verbaal van zijn verhoor en maakt dit over aan de Minister.

§ 3. De Minister beslist uiterlijk binnen een termijn van veertig dagen na ontvangst van het dossier.

De administratie geeft kennis van haar beslissing aan de subsidiegerechtigde binnen vijftien dagen van de ontvangst ervan.

Art. 43. Indien na verificatie van het in artikel 23 bedoelde dossier blijkt dat de aan de subsidiegerechtigde betaalde voorschotten hoger zijn dan het bedrag waarop hij recht heeft, stelt de administratie hem daarvan in kennis.

Het te veel betaalde bedrag wordt binnen zestig dagen na de in lid 1 bedoelde kennisgeving teruggevorderd.

Art. 44. Als de begunstigde het gebruik van het gebouw en de gesubsidieerde goederen en de afschrijvingstermijnen bepaald in de artikelen 6 en 9, § 3, tweede lid, van het decreet van 16 november 2023 niet naleeft, wordt de subsidie teruggevorderd naar rato van de jaren waarin het gebruik van het gebouw en de goederen niet werd nageleefd.

TITEL 5. — *Controles*

Art. 45. De administratie is verantwoordelijk voor het toezicht op de naleving van de bepalingen van het decreet van 16 november 2023 en dit besluit.

Daartoe kan de Administratie verzoeken om de overlegging van elk bijkomend bewijsstuk dat ze nodig acht voor de controle op het gebruik van de subsidie.

Art. 46. De ambtenaren die belast zijn met de in artikel 45 bedoelde controle hebben vrije toegang tot de werven en lokalen, overeenkomstig artikel 22 van de Grondwet en artikel 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

Zij kunnen ter plaatse inzage vragen in alle documenten die zij nuttig achten voor de uitoefening van hun opdracht.

TITEL 6. — *Slotbepalingen.*

Art. 47. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2024.

Art. 48. De Minister bevoegd voor infrastructuur voor kinderopvang is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 2 mei 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

Bijlage 1 bij 2 MEI 2024. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de subsidiëring van de infrastructuur en de uitrustingen voor opvangcentra voor jonge kinderen

Bijlage 1 - in aanmerking komende uitrusting die specifiek is voor de activiteit van de gastomgeving

A. Opvangruimte

1° lockers/planken - aantal beperkt tot de capaciteit van de opvangruimte plus tien procent, naar boven afgerond op de dichtstbijzijnde hele eenheid

2° kapstokken - aantal beperkt tot de capaciteit van de receptie plus tien procent, naar boven afgerond op het dichtstbijzijnde gehele getal

3° luiertafel en kussen voor ouders

4° bankje

5° kleine salontafel

6° prikbord

B. Activiteiten binnenshuis.

1° park

2° veilige vloer voor peuters

3° wieg of gelijkwaardig

4° speelmat

5° vloermatten/isolerende tegels

6° planken voor spelletjes

7° rekken met opbergbakken

8° borstvoedingskussen

9° geschikte indirecte verlichting

10° Klamboes voor activiteitsgebieden

11° Module Psychomotoriek

C. SLAAP EN RUST

1° bedden + matrassen/stapelbedden - aantal beperkt tot de capaciteit van de accommodatie plus tien procent, naar boven afgerond op het dichtstbijzijnde gehele getal

2° babyfoon

3° Niet-verduisterende rolgordijnen voor gebieden die specifiek zijn voor de activiteit.

4° Muskietennetten voor activiteitsgebieden

D. ZORG

1° luiertafel en kussen

2° kleine trap

3° planken

5° lockers - aantal beperkt tot de capaciteit van de receptie plus tien procent, naar boven afgerond op de dichtstbijzijnde eenheid

4° pediatriesch bad ;

5° klein kindertoilet (vast) - maximale hoogte 22 cm ;

6° handwas op kindelhoogte ;

E. MAALZONE

- 1° kleine tafel
- 2° kleine stoelen
- 3° kinderstoel
- 4° baby-relax
- 5° comfortabele stoel/leunstoel met armleuningen voor de verzorger/kinderoppas

F. EXTERNE ACTIVITEITEN

1° tuinhuisje voor het opbergen van spelletjes (maximale oppervlakte 12 m² voor kinderopvangfaciliteiten met een capaciteit tot 21 kinderen - 25 m² voor kinderopvangfaciliteiten met een capaciteit van meer dan 21 kinderen)

- 2° kindertafels en -stoelen
- 3° parasol
- 4° dubbele of driedubbele kinderwagen
- 5° vloermatten/isolerende tegels
- 6° Module Psychomotoriek

G. SCHOONMAKEN

1° afvalcontainers met een minimale inhoud van veertig liter

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 2 mei 2024 betreffende de subsidiëring van de infrastructuur en de uitrustingen voor opvangcentra voor jonge kinderen

Namen, 2 mei 2024.

Voor de regering :

De minister-president,
E. DI RUPO

De minister van Ambtenarenzaken, Informatietechnologie, Administratieve Vereenvoudiging,
Gezinsbijslagen, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

Bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering van 2 mei 2024 betreffende de subsidiëring van de infrastructuur en de uitrustingen voor opvangcentra voor jonge kinderen

Bijlage 2 - veiligheidswerk

BEVEILIGING

- 1° omheining van de buitenruimte voor kinderen
- 2° deurbel met videofoon en opening van binnenuit
- 3° barrières: trap, keuken, activiteitenruimte, radiatorafdekkingen
- 4° Bescherming van de kachel

BRANDPREVENTIE

- 1° rookmelders
- 2° Brandblusser(s)
- 3° blusdeken
- 4° Pictogrammen "nooduitgang"
- 5° noodverlichting
- 6° branddeur(en)
- 7° inspecties gas-/elektriciteitsinstallatie
- 8° gas/elektriciteit op orde brengen
- 9° andere verzoeken van de regionale brandweer (geef details)

Voor de punten 1° tot 4° is ook de aankoop van materiaal alleen om de vermelde veiligheidswerken uit te voeren subsidiabel.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 2 mei 2024 betreffende de subsidiëring van de infrastructuur en de uitrustingen voor opvangcentra voor jonge kinderen

Namen, 2 mei 2024.

Voor de regering :

De minister-president,
E. DI RUPO

De minister van Ambtenarenzaken, Informatietechnologie, Administratieve Vereenvoudiging,
Gezinsbijslagen, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

Bijlage 3 bij het besluit van de Waalse Regering van 2 mei 2024 betreffende de subsidiëring van de infrastructuur en de uitrustingen voor opvangcentra voor jonge kinderen

Bijlage 3 - Energieprestaties en gezondheidsgerelateerd werk

- Dak - Het dak vervangen
- Dak - Toeëigening van het kader
- Dak - Vervanging van het regenwateropvang- en afvoersysteem
- Dak - Thermische isolatie voor daken of zolders
- Uitdrogen van muren - lekkage

Muren uitdrogen - optrekkend vocht
 Versterking van instabiele muren of totale sloop/reconstructie van deze muren
 Vervanging van verkeersdragers op een of meer locaties
 Eliminatie van merula of andere schimmels met vergelijkbare effecten
 Verwijdering van radon
 Thermische isolatie van muren
 Thermische isolatie van vloeren
 Aan de slag met de elektrische installatie
 Toe-eigening van de gasinstallatie
 Vervanging van buitenschrijnwerk/beglazing
 Warmtepomp voor sanitair warm water
 Warmtepomp voor verwarming of gecombineerd
 Biomassa ketel
 Zonneboilers
 Biomassaketel gecombineerd met zonneboiler in één bedrijf
 Single-flow gecontroleerd mechanisch beademingsstelsel (CMV)
 CMV-systeem met dubbele stroom (met warmteterugwinning)
 Het verhogen van de efficiëntie van productie, distributie, opslag, emissie en regulering van verwarmingsinstallaties
 Verhoogde efficiëntie in de productie, distributie, opslag en regeling van warm water voor huishoudelijk gebruik
 Fotovoltaïsche panelen
 Batterij voor opslag van elektriciteit
 Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 2 mei 2024 betreffende de subsidiëring van de infrastructuur en de uitrustingen voor opvangcentra voor jonge kinderen
 Namen, 2 mei 2024.

Voor de regering :

De minister-president,
E. DI RUPO

De minister van Ambtenarenzaken, Informatietechnologie, Administratieve Vereenvoudiging,
Gezinsbijslagen, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/010384]

6 JUIN 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité ;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation ;

Vu le rapport du 26 mars 2024 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 avril 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 avril 2024 ;

Vu l'avis de la Commission consultative wallonne administration-industrie donné le 12 avril 2024 ;

Vu l'avis 76.214/4 du Conseil d'État, donné le 22 mai 2024, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que deux organismes sont agréés en Wallonie afin d'assurer les activités déléguées de contrôle technique, des examens du permis de conduire et de contrôle technique routier ;

Considérant que les secteurs du contrôle technique et du permis de conduire sont régis par diverses réglementations émanant du Fédéral :

a) l'arrêté royal du 23 décembre 1994 fixant les conditions d'agrément et la réglementation du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules mis en circulation et modifié par l'arrêté du gouvernement wallon du 30 mars 2017 donne ainsi aux organismes, Autosécurité et AIBV, la mission d'organiser le contrôle technique en Wallonie ;

b) l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire leur donnant la mission d'organiser les examens en vue de l'obtention du permis de conduire ;

c) l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juillet 2017 relatif au contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger leur donnant la mission d'accompagner les contrôles routiers ;

Considérant que dans un souci d'amélioration continue des services et de la bonne gouvernance tant dans les relations entre l'administration et les organismes qu'entre ces derniers et la clientèle, il a été décidé de confronter ces différentes réglementations afin de déterminer ce qui pouvait ou devait évoluer et ce qui devait être clarifié ;

Considérant que le service commun d'audit a été chargé en mai 2021 de réaliser « un audit financier des organismes et une analyse critique sur les points suivants :

a) le système des rémunérations des organismes agréés de contrôle automobile et d'examen du permis de conduire dans le cadre des missions qui leurs sont confiées par la région wallonne ;

b) les règles de comptabilisation des produits et charges au sein des comptes d'exploitation des organismes ;